

Énergie ET Sécurité

NO. 26 & 27 2004

UNE PUBLICATION DE L'IEER

Conflit nucléaire au sein de l'OTAN

PAR ARJUN MAKHIJANI ET BRICE SMITH

Les alliés des Etats-Unis appartenant à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et particulièrement ses membres non dotés d'armes nucléaires, sont à la croisée des chemins. Vu le mépris avec lequel les Etats-Unis traitent leurs obligations relatives aux traités et le maintien du rôle des armes nucléaires dans l'OTAN, les pays de l'Alliance voient leur appartenance entrer en conflit avec leurs obligations dans le cadre du Traité de non-prolifération (TNP) et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

La période s'étendant de 1995 à 2000 a été historique pour le désarmement nucléaire. Les cinq Etats nucléaires parties au TNP ont reconnu que les dispositions du Traité les obligeaient à procéder réellement à un désarmement nucléaire complet et à adopter des mesures spécifiques pour y parvenir. Mais les parties au TNP ont consenti à bien plus. Ils ont convenu que les 182 Etats non dotés d'armes nucléaires avaient également l'obligation de promouvoir et favoriser la réalisation du désarmement nucléaire.² Cet engagement a été pris par chacun des Etats non nucléaires membres de l'OTAN, qui figurent également parmi les alliés les plus importants des Etats-Unis, comme le Canada, l'Allemagne, l'Italie, la Norvège et l'Espagne. Les déclarations de 1995 et 2000 des Conférences du TNP ont souligné que la conclusion et l'entrée en vigueur d'un traité interdisant les essais nucléaires constituent un élément essentiel pour parvenir au désarmement. Parmi les autres éléments clés de la déclaration de 2000, se trouve aussi une diminution du recours aux armes nucléaires dans les politiques militaires, et une réduction irréversible des arsenaux nucléaires.



Les ministres de la Défense de l'OTAN participant à Dynamic Response 2007, un exercice militaire intitulé «séminaire de gestion de crise» au Joint National Integration Center de la Base aérienne de Schriever près de Colorado Springs, au Colorado, en octobre 2003. Il s'agissait de la première réunion de l'OTAN associant ses partenaires civils et militaires dans un exercice conjoint.

Comme tous les membres de l'OTAN sont parties au TNP, le fait que l'OTAN continue de s'appuyer sur les armes nucléaires entre en contradiction avec l'engagement de ses membres vis-à-vis du désarmement nucléaire. La politique de l'OTAN qui comprend le partage des armes nucléaires avec des Etats non nucléaires membres de l'OTAN pourrait conduire à un transfert d'armes nucléaires des Etats-Unis vers des Etats non nucléaires membres de l'OTAN en situation de guerre, alors même que ces derniers sont tenus, dans le cadre de l'Article II du TNP, de ne pas acquérir d'armes nucléaires.

Ces contradictions pourraient être passées sous silence si les Etats-Unis (et par extension l'OTAN) pouvaient prétendre de façon crédible qu'ils progressent dans le respect de leurs obligations en matière de désarmement nucléaire. Avant 1999, les Etats-Unis avaient progressé sur le désarmement, avec notamment les Traités de réduction des armements stratégiques (START I et II) avec la Russie, le moratoire sur les essais, et la signature du TICEN. Les Etats-Unis ont retiré presque toutes les armes nucléaires tactiques de leur arsenal, à l'exception de 150 à 180 bombes basées en Europe.

Toutefois, le rejet du TICEN par le Sénat américain en 1999, l'annonce de la doctrine de l'OTAN en 1999 (présentée plus loin), l'hostilité de l'administration Bush au TICEN, le retrait des Etats-Unis du Traité anti-missiles balistiques, la Révision de la Posture Nucléaire américaine de 2002, entre autres initiatives, amènent à conclure que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de respecter leurs obligations en

DANS CE NUMÉRO	
L'arme nucléaire « utilisable » contre-attaque	7
Retour aux mauvais souvenirs	14
Numéro couplé comprenant une sélection d'articles des numéros 26 et 27. Ces numéros peuvent être consultés dans leur intégralité sur le web à www.ieer.org .	

matière de désarmement mais envisagent, au contraire, de continuer à s'appuyer sur les armes nucléaires pour une durée indéfinie. Les réductions irréversibles d'armes nucléaires prévues dans le cadre du traité START sont bel et bien passées à la trappe. L'accord russo-américain de contrôle des armements de mai 2002, connu sous le nom de SORT (Traité de réduction des armements stratégiques offensifs) ou traité de Moscou, prévoit des réductions du nombre d'ogives nucléaires stratégiques opérationnelles, réductions pouvant être immédiatement annulées dès la fin de 2012, à la date d'expiration du traité. Le traité n'exige la destruction d'aucune ogive nucléaire ni d'aucun vecteur.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont adopté une politique de guerre préventive et ont manifesté leur volonté de mettre en pratique cette politique en Irak. La Révision de la Posture Nucléaire désigne comme cibles potentielles des pays sans armes nucléaires, et déclare également que des armes nucléaires pourraient être utilisées en cas d'évolutions «surprenantes», contrairement aux engagements américains visant à fournir des garanties de sécurité négatives à des pays sans armes nucléaires parties au TNP.

Comme les Etats-Unis sont *de facto* le leader de l'OTAN, leur intention de ne pas honorer leurs obligations dans le cadre du TNP va inévitablement avoir un impact sur la politique nucléaire de l'OTAN. Tous les pays de l'OTAN, mais tout particulièrement ceux qui se sont engagés à renoncer aux armes nucléaires, doivent évaluer la façon dont les stratégies militaires de l'OTAN peuvent porter atteinte à leurs engagements dans le cadre du TNP. En outre, depuis 1999, quand l'OTAN est intervenue en ex-Yougoslavie, et plus encore depuis août 2003, quand elle a pris la direction des opérations militaires des Nations unies en Afghanistan, l'OTAN intervient comme une force militaire mondiale au lieu d'être une force visant à défendre l'Europe de l'Ouest contre une agression extérieure, raison pour laquelle elle a été constituée en 1949 au cours des premières années de la Guerre froide.³

Les politiques nucléaires des Etats-Unis et de l'OTAN mettent les alliés de l'OTAN en conflit avec leurs obligations dans le cadre du TNP et du TICEN. Nous allons étudier de plus près ces conflits, et défendre l'idée selon laquelle les Etats-Unis ont besoin d'un peu d'aide de leurs amis pour se placer sur la voie du désarmement, de concert avec les autres Etats dotés d'armes nucléaires, pour le plus grand bien de leur propre sécurité et de celle du monde.

La dépendance de l'OTAN vis-à-vis de la dissuasion nucléaire

Avec la fin de la Guerre froide et le renforcement des forces militaires des pays occidentaux, les capacités de l'Alliance atlantique surpassent maintenant de très loin n'importe quelle coalition de pays non-membres de l'OTAN. Le budget militaire cumulé de l'OTAN et de ses membres représente environ les trois cinquièmes du budget militaire mondial. Il n'y a, à l'heure actuelle, aucune menace d'attaque nucléaire ou conventionnelle massive dirigée contre un quelconque pays de l'OTAN. Pourtant, l'OTAN s'accroche fermement à une politique de dissuasion nucléaire. Le *Concept stratégique de l'OTAN de 1999*, qui présente le cadre des opérations de l'OTAN et en exprime le but et les tâches de sécurité, définit le principe suivant dans ses recommandations pour les forces de l'Alliance :

Dans un avenir prévisible, [l']Alliance maintiendra une combinaison appropriée de forces nucléaires et de forces conventionnelles basées en Europe, [...] encore qu'il doive s'agir d'un niveau minimum suffisant. [...] Mais les forces conventionnelles de l'Alliance ne peuvent à elles

seules assurer une dissuasion crédible.

*Les armes nucléaires apportent une contribution unique en rendant incalculables et inacceptables les risques que comporterait une agression contre l'Alliance. Elles restent donc indispensables au maintien de la paix.*⁴

Le *Concept stratégique* insiste que les forces nucléaires basées en Europe réservées à l'OTAN jouent un rôle particulier ; elles «assurent un lien politique et militaire essentiel entre les membres européens et nord-américains de l'Alliance.»⁵

Ceci soulève une grave question. Si l'Al-

LIRE LA SUITE PAGE 3
VOIR LA PAGE 6 POUR LES ANNOTATIONS

Énergie & Sécurité

Énergie et Sécurité est un bulletin sur la non-prolifération, le désarmement et les énergies durables. Il est publié quatre fois par an par:

L'Institut pour la Recherche sur
l'Énergie et l'Environnement (IEER)

IEER fournit au public et aux décideurs politiques des études techniques claires et scientifiquement solides dans un grand nombre de domaines. L'objectif de l'IEER est d'apporter une analyse scientifique d'excellente qualité aux questions politiques touchant le public tout en favorisant la démocratisation de la science et un environnement plus sain.

Crédits pour ce numéro

Traduction: Annike Thierry
avec la collaboration de:

Jean-Luc Thierry et Annie Makhijani

Mise en page: Cutting Edge Design,
Washington D.C.

Énergie et Sécurité est gratuit pour tous.

Rédactrice en chef: Lisa Ledwidge

Les versions anglaises de ces numéros ont été publiées en septembre 2003 et décembre 2003.

Merci à ceux qui nous soutiennent

Nous remercions sincèrement les institutions dont le généreux soutien financier a rendu possible notre projet mondial sur «les dangers des matières nucléaires.»

• John D. And Catherine T. MacArthur Foundation • Colombe Foundation • Ford Foundation • New Land Foundation • Ploughshares Fund • Simons Foundation •

Nous remercions également les institutions qui financent notre projet d'aide technique pour les organisations militantes. Nous nous inspirons beaucoup de ce projet pour notre projet mondial.

• Public Welfare Foundation • John Merck Fund • Stewart R. Mott Charitable Trust • Town Creek Foundation • Educational Foundation of America • New Cycle Foundation

liance, qui dispose de l'arsenal conventionnel de loin le plus puissant et le plus grand du monde, a besoin de la dissuasion des armes nucléaires, qu'en est-il des alliances ou des pays moins puissants ?

Les membres de l'OTAN sont les complices du rejet du TICEN par les Etats-Unis

Tous les pays de l'OTAN ont ratifié le TICEN à l'exception des Etats-Unis. Bien que le traité ne soit pas encore entré en vigueur, dans le cadre du droit qui régit les traités, les parties à un traité en attente de ratification ne doivent pas mener d'actions qui porteraient atteinte à ses buts et ses objets. L'article I du TICEN (voir encadré) n'interdit pas seulement les essais nucléaires ; il exige également des parties qu'elles n'encouragent aucun autre Etat à effectuer des essais nucléaires qu'elle qu'en soit la nature. Par le passé, l'OTAN a reconnu l'obligation de prendre des initiatives pour promouvoir l'entrée en vigueur du TICEN, à tel point que cette orientation figure dans le Manuel 2001 de l'OTAN.

Les pays de l'OTAN, notamment le Canada, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, tous alliés essentiels des Etats-Unis, ont lancé de vibrants appels aux Etats-Unis pour qu'il ratifie le TICEN. Pourtant, l'OTAN n'est plus en situation d'appuyer l'entrée en vigueur du TICEN puisque l'opposition des Etats-Unis empêche un consensus sur cette question.⁶ Par exemple, un communiqué de presse de juin 2002 émanant du Comité des plans de défense et du Groupe des plans nucléaires exprime son soutien à l'actuel moratoire sur les essais, mais ne fait aucune mention du TICEN.

Et, malgré la pression bruyante de ses alliés de l'OTAN pour qu'ils adoptent le TICEN, les Etats-Unis apparaissent prêts à reprendre les essais. L'administration Bush n'a aucune intention de soumettre à nouveau le TICEN à la ratification ; elle veut garder ouverte l'option des essais nucléaires et accélère en ce moment le processus de préparation pour être prête à effectuer des essais, conformément aux recommandations de la Revue de la Posture Nucléaire. En fait, l'administration Bush a récemment reçu du Congrès 24,9 millions de dollars destinés à réduire à 24 mois le temps nécessaire à la préparation d'un essai nucléaire.⁷ Les Etats-Unis sont donc dans une situation de violation de la politique de l'OTAN qui vise à la conclusion des ratifications nécessaires à une «entrée en vigueur rapide» du TICEN. Ainsi, le partenariat nucléaire entre les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN qui ont tous ratifié le TICEN place ceux-ci dans la position critiquable de se rendre complices d'une violation de la politique de l'OTAN.

Si les Etats-Unis procèdent réellement à une reprise des essais, nous pensons que les Etats membres de l'OTAN contreviendraient alors à l'esprit de leurs engagements vis-à-vis du TICEN. La politique nucléaire des Etats-Unis est en grande partie intégrée dans celle de l'OTAN ; un certain nombre des pays de l'OTAN sont impliqués

ARTICLE I du TICEN

1. Chaque Etat partie s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.
2. Chaque Etat partie s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire.

dans les aspects de planification de l'utilisation des armes nucléaires au nom de l'OTAN. Si les Etats-Unis procèdent à l'essai d'une arme nucléaire, toutes les armes nouvelles ou modifiées résultant de ces essais pourraient être intégrées dans la politique de l'OTAN. Ceci serait incompatible avec les obligations des alliés des Etats-Unis membres de l'OTAN relatives au deuxième paragraphe de l'Article I du TICEN, selon lequel les parties au traité ne peuvent encourager aucun autre pays à procéder à une explosion nucléaire.

Si les pays de l'OTAN continuent à participer à la planification nucléaire après un essai d'arme par les Etats-Unis cela signifiera que ces Etats, en acceptant la politique nucléaire américaine, encouragent tacitement les essais. Il incombe aux alliés des Etats-Unis, membres, de l'OTAN de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire apparaître clairement la contradiction entre leur appartenance à l'OTAN et la reprise des essais, de façon à dissuader les Etats-Unis de procéder à un essai nucléaire. Outre qu'il représenterait au minimum une violation de l'esprit du TICEN, tout encouragement à effectuer des essais affaiblirait les engagements en matière de désarmement relevant du TNP, qui fait de l'interdiction des essais une pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération.

Le «partage nucléaire» de l'OTAN et le TNP

Les dispositions de partage nucléaire de l'OTAN sont constituées de deux composantes. L'une est le partage opérationnel des armes nucléaires, qui permet aux Etats-Unis de conserver le contrôle des armes - qui sont pour la plupart, sinon en totalité, des bombes nucléaires à gravité B-61 à bord d'avions pouvant être également dotés de bombes conventionnelles - tant que la décision de les utiliser n'a pas été prise. A ce stade, le contrôle des armes est transféré aux membres de l'OTAN sur le territoire desquels ces bombes sont entreposées. Il découle de cette politique que, des Etats sans armes nucléaires «ont la capacité en temps de guerre de mener une attaque nucléaire, en utilisant des armes nucléaires américaines et des vecteurs nationaux.⁸ Selon des estimations le nombre

LIRE LA SUITE PAGE 4
VOIR LA PAGE 6 POUR LES ANNOTATIONS

de ces armes se situe entre 150 et 180, réparties sur treize bases de sept pays de l'OTAN - Allemagne, Belgique, Grèce, Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne et Turquie. À l'exception de la Grande-Bretagne, tous sont parties au TNP en tant que pays non nucléaires.

La seconde composante du partage nucléaire est le mécanisme politique connu sous le nom de Groupe des plans nucléaires, qui consiste à des consultations entre les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN (à l'exception de la France⁹) concernant les politiques liées spécifiquement aux forces nucléaires. Les consultations du Groupe des plans nucléaires portent sur de nombreux aspects des questions nucléaires : «sûreté, sécurité et survivabilité des armes nucléaires», questions de déploiement, maîtrise des armements et prolifération.

Les deux aspects du partage nucléaire visent à permettre aux pays de l'OTAN sans armes nucléaires à pouvoir les utiliser en temps de guerre. On peut parfaitement faire valoir que l'aspect opérationnel, c'est-à-dire le positionnement physique des armes nucléaires sur un territoire sans armes nucléaires, constitue une violation des dispositions du TNP concernant le non transfert et la non acquisition, même si l'arrangement de l'OTAN préexiste à l'entrée en vigueur du TNP. Le problème n'a pas été discuté avec la plupart des parties au TNP au cours des négociations (bien qu'une discussion à huis clos ait été tenue avec quelques parties).¹⁰

La doctrine du partage nucléaire entraîne un système instable dans le cadre du TNP, qui permet aux Etats de l'OTAN de créer les conditions d'une exemption automatique vis-à-vis des obligations du traité, sans se retirer officiellement du TNP. La Convention de Vienne ne fait cependant aucune référence particulière à la suspension d'un quelconque traité en temps de guerre. Elle autorise cependant la suspension de l'exécution d'un traité en cas de violation grave. La politique américaine de suspension du TNP en temps de guerre n'est pas claire. Elle n'exige pas explicitement qu'une violation grave du TNP soit intervenue, et crée donc une situation dans laquelle les Etats-Unis pourraient suspendre l'application du traité hors de ce contexte. Il ne s'agit pas d'un débat purement académique. Des questions similaires ont occupé la plus grande partie des débats au Conseil de sécurité avant la guerre d'Irak en 2003. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont fixé leurs propres critères en ce qui concerne les violations irakiennes, et sont partis en guerre sans que le Conseil de sécurité ait découvert que l'Irak ait commis une violation grave de ses obligations.

L'OTAN et la possibilité d'utilisation en premier des armes nucléaires

Le *Concept stratégique de l'OTAN de 1999* tient compte des changements intervenus dans la situation militaire mondiale depuis la fin de la Guerre froide (en premier lieu, l'effondrement de l'Union soviétique), mais prévoit

toujours la possibilité d'une utilisation en premier des armes nucléaires. Selon la doctrine de l'OTAN, une telle utilisation ne pourrait intervenir que dans des circonstances «extrêmement improbables». Même si l'expression «utilisation en premier» n'est pas retenue pour décrire cette possibilité, ceci fait clairement partie de la doctrine dans la mesure où la possibilité d'utilisation à l'encontre d'une quelconque partie reste ouverte et qu'il n'y a aucune politique explicite interdisant cette utilisation en premier.

L'utilisation en premier d'armes nucléaires en représailles à une attaque chimique ou biologique constituerait une violation des lois de la guerre. L'utilisation d'armes nucléaires, ou d'armes quelconques, y compris en représailles, doit répondre aux exigences fondamentales de nécessité militaire, de proportionnalité et de discrimination. La Cour internationale de justice a ainsi affirmé que les Etats ne doivent «jamais utiliser des armes susceptibles de frapper sans discrimination des cibles civiles et militaires.» Il n'existe aucune situation réaliste dans laquelle des armes nucléaires utilisées en réponse à une attaque biologique ou chimique pourraient répondre à ces exigences.

Il y a en outre une contradiction flagrante dans le fait que l'OTAN conserve l'option d'une utilisation en premier, y compris contre des Etats dépourvus d'armes nucléaires. On peut légitimement affirmer que les assurances de sécurité négatives des Etats nucléaires de l'OTAN ont acquis un statut juridique, du fait que les Etats dépourvus d'armes nucléaires demandaient ces assurances en échange d'une prorogation illimitée du TNP en 1995.¹¹ En outre, une politique d'éventuelle utilisation en premier contre des pays sans armes nucléaires s'inscrit en faux par rapport à la déclaration 984 du Conseil de sécurité de 1995, qui notait avec satisfaction l'existence des assurances de sécurité négatives.

L'OTAN élargit sa capacité d'engager un conflit armé avec une nouvelle politique permettant une intervention hors zone. Selon le *Washington Post*, l'OTAN a «tranquillement négocié un nouvel accord» visant à un rôle mondial, qui a été ratifié lors d'une réunion à Reykjavik le 14 mai 2002.¹² C'est le rôle qui est maintenant joué en Afghanistan et pourrait être joué dans d'autres régions du monde à l'avenir, y compris peut-être en Irak. Le 15 octobre 2003, pour faciliter ce rôle, a officiellement été mis en route le noyau initial de ce que l'OTAN prévoit de transformer en une force militaire d'élite de 20 000 hommes, capable d'être déployée n'importe où dans le monde en l'espace de cinq jours et de soutenir une action autonome pendant une période pouvant atteindre un mois. Les 9000 premiers soldats de la Force de réaction de l'OTAN serviront de test pour l'unité complète, prévue pour être opérationnelle d'ici 2006, pour être utilisée dans des missions allant du maintien de la paix à des opérations militaires de grande échelle en passant par des frappes antiterroristes.¹³

LIRE LA SUITE PAGE 5
VOIR LA PAGE 6 POUR LES ANNOTATIONS

Avec une politique permettant une utilisation en premier, l'éventualité que des Etats sans armes nucléaires reçoivent le contrôle de l'utilisation d'armes nucléaires et un mandat élargi pour une intervention de l'OTAN, les possibilités théoriques de l'utilisation d'une arme nucléaire par l'OTAN se sont accrues. Ceci va à l'encontre de l'exigence de réduction du rôle des armes nucléaires à laquelle se sont engagés les Etats parties au TNP dans la déclaration finale de la Conférence de révision de 2000. En élargissant les possibilités d'utilisation des armes nucléaires, les pays de l'OTAN adressent aux autres pays un signal soulignant l'intérêt stratégique des armes nucléaires dans toutes sortes de circonstances. Comme l'affirme l'Alliance des juristes pour la sécurité mondiale (Lawyers Alliance for World Security), si l'OTAN maintient une politique permettant une utilisation en premier des armes nucléaires, «il sera de plus en plus difficile de convaincre des pays situés à un haut niveau technologique et/ou nourrissant des ambitions politiques de renoncer formellement à l'option nucléaire.»¹⁴

Un peu d'aide de ses amis

Le gouvernement des Etats-Unis, au désarroi d'un grand nombre de ses propres citoyens et d'une plus grande proportion encore de peuples et gouvernements de ses alliés, rejette ses obligations internationales au profit d'un recours à sa puissance militaire, et lorsque cela est faisable ou commode, à celle de l'OTAN. C'est une évolution désastreuse de la situation, non seulement pour la sécurité des autres pays mais pour celle des Etats-Unis eux-mêmes, parce qu'elle engendre, entre autres choses, une prolifération nucléaire.

La situation actuelle de la prolifération est en effet préoccupante. La volatilité du conflit au Moyen Orient, qui ne manifeste aucun signe d'épuisement, est d'autant plus inquiétante qu'Israël possède des armes nucléaires. Il semble que l'Iran ait des ambitions nucléaires, bien qu'elles semblent être contenues pour le moment par un accord sur les inspections avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Des leaders iraniens, faisant allusion à Israël, l'Inde, le Pakistan et les Etats-Unis, ont souligné cette politique du «deux poids deux mesures» et s'interrogent sur le bien-fondé de maintenir leur renoncement aux armes nucléaires.¹⁵ La Corée du Nord s'est retirée du TNP en janvier 2003 sans le préavis obligatoire de trois mois, et poursuit vraisemblablement un programme nucléaire militaire. Sa détermination à le faire a peut-être été renforcée par la guerre anglo-américaine en Irak, dont l'attaque a eu lieu sans autorisation explicite du Conseil de sécurité des Nations unies, même après que l'Irak se soit plié aux inspections sous mandat de l'ONU. Cette situation laisse clairement penser que toutes les parties au TNP doivent faire tout ce qui est raisonnablement en leur pouvoir pour renforcer ce traité, sans quoi il pourrait bien voler en éclats.¹⁶

Etant donnée la détermination des Etats-Unis à maintenir, voire dans certains cas à accroître, le rôle des armes nucléaires, la politique nucléaire actuelle de l'OTAN place les alliés des Etats-Unis membres de l'OTAN dans une contradiction directe avec leurs obligations liées au TNP et au TICEN. De nombreux membres de l'OTAN ont recommandé avec insistance aux Etats-Unis de se conformer à leurs obligations dans le cadre de divers traités, notamment le TICEN, le TNP et le Protocole de Kyoto. Ils se sont également déclarés partisans d'une participation américaine à la Cour criminelle internationale, ou tout au moins à l'arrêt de ses efforts visant à l'affaiblir. Ainsi que l'observe l'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Strobe Talbott :

[L]es Etats-Unis ont rarement été à ce point en contradiction avec autant de leurs amis traditionnels sur autant de sujets. [...] Cette polémique généralisée a naturellement pesé sur l'OTAN, une organisation elle-même basée sur un traité, sur la notion d'une Amérique première parmi ses pairs, et sur les principes d'intérêt commun, de responsabilité partagée, de résolution concertée, d'action collective et de décision par consensus.¹⁷

Clyde Prestowitz, républicain de longue date, développe de façon détaillée dans son livre l'idée que les amis des Etats-Unis dans le monde entier les voient de plus en plus comme un «Etat-voyou»,¹⁸ une évolution des plus malencontreuses pour un pays qui a tant fait pour introduire l'idée de la primauté du droit dans les affaires politiques et juridiques du monde.

Jusqu'à maintenant, les membres de l'OTAN ne sont pas parvenus à obtenir des Etats-Unis un soutien au TICEN et un meilleur respect du TNP. Les méthodes douces de persuasion ont échoué. Des messages indirects, tels que la version préliminaire de la stratégie de l'Union européenne, qui parle «d'engagement préventif» pour permettre la création d'un monde qui «d'une manière visible, offre à tous la justice et à chacun sa chance» dans le cadre de l'obtention d'une meilleure sécurité pour l'Europe,¹⁹ n'ont pas eu beaucoup d'effets sur la politique américaine.

En fait, les politiques américaines vis-à-vis des armes nucléaires sont devenues plus radicales, rejetant de plus en plus les obligations américaines relatives au TICEN et au TNP. Ceci a engendré un problème délicat pour les alliés des Etats-Unis, particulièrement pour ceux qui ne possèdent pas d'armes nucléaires. Ils doivent exercer une pression plus importante pour que les Etats-Unis respectent ces traités, sans quoi ils risquent d'être eux-mêmes en contradiction avec leurs obligations relatives au TNP et au TICEN.

Les alliés de l'OTAN, en tant que membres de l'alliance militaire la plus puissante du monde, ont la lourde responsabilité d'amener les Etats-Unis à s'écarter de la voie

LIRE LA SUITE PAGE 6
VOIR LA PAGE 6 POUR LES ANNOTATIONS

potentiellement désastreuse qu'ils suivent actuellement. Nous proposons que les alliés des Etats-Unis membres de l'OTAN agissent dans les domaines suivants, afin de résoudre le conflit entre leur appartenance à l'OTAN et leurs engagements dans le cadre du TNP et du TICEN.

- ▶ Faire savoir aux Etats-Unis (i) qu'il est essentiel qu'ils respectent le moratoire sur les essais nucléaires et reprennent le chemin de la ratification du TICEN et (ii) qu'un essai nucléaire effectué par les Etats-Unis viendrait mettre en contradiction les obligations des membres de l'OTAN vis-à-vis du TICEN et du TNP avec celles qui sont liées à l'OTAN, les amenant éventuellement à devoir faire un choix difficile et créant une situation très volatile pour l'Europe, l'OTAN et le monde.
- ▶ Demander instamment pour l'OTAN une politique prévoyant de manière immédiate, explicite et inconditionnelle la non-utilisation en premier d'armes nucléaires.
- ▶ Demander instamment aux Etats-Unis de retirer de façon permanente ses armes nucléaires présentes dans les six pays non-nucléaires de l'OTAN ainsi qu'en Grande-Bretagne, et de rompre avec sa politique consistant à baser ses armes nucléaires sur le territoire d'un quelconque autre Etat, même si celui-ci est un pays doté d'armes nucléaires.
- ▶ Mettre fin à la politique de partage nucléaire de l'OTAN.

L'obtention de ces deux derniers points rendrait l'OTAN globalement non nucléaire, et éliminerait le danger de non respect au TICEN et TNP que des actions américaines feraient courir aux membres non nucléaires de l'OTAN.²⁰ Elle les mettrait dans une position bien meilleure pour aider au sauvetage du TNP et du TICEN, et aiderait à mettre le monde sur la voie de la sécurité et à procéder à un désarmement nucléaire généralisé, comme l'exige le TNP.

Bien que les spécificités de l'alliance des Etats-Unis avec le Japon soient différentes, les arguments généraux développés ici s'appliquent aussi à cette relation. C'est pourquoi nous recommandons également que le Japon adopte ces politiques globales vis-à-vis de son alliance avec les Etats-Unis, dans la mesure où elles s'appliquent. Plus précisément, le Japon devrait déclarer explicitement aux Etats-Unis qu'un essai nucléaire américain mettrait leur alliance en conflit avec l'esprit des obligations du Japon vis-à-vis du TICEN et du TNP. Le Japon devrait également presser les Etats-Unis d'adopter une politique inconditionnelle de non-utilisation en premier des armes nucléaires.

Les questions de non-utilisation en premier et de partage nucléaire devraient être abordées ensemble. La consultation à l'intérieur de l'OTAN sur les questions d'armes nucléaires peut être rendue compatible avec la fin du partage nucléaire et l'adoption d'une politique de non-utilisation en premier. L'OTAN devra, après tout, envisager quel rôle elle va jouer dans la réalisation d'un

désarmement nucléaire total. Si les Etats-Unis refusent de retirer leurs armes nucléaires de leurs bases dans d'autres pays, les Etats devraient faire passer des lois nationales interdisant le stationnement d'armes nucléaires sur leurs territoires, ce qui obligerait les Etats-Unis à retirer leurs armes. La législation nationale de la Nouvelle Zélande, qui a créé pour son territoire une zone exempte d'armes nucléaires, pourrait servir de modèle pour ce programme. Les navires américains transportant des armes nucléaires, ou qui ne déclarent pas l'absence d'armes nucléaires à bord, ne peuvent plus se rendre en Nouvelle Zélande.²¹

Les tendances dangereuses qui ont mis en péril le TNP sur plusieurs fronts doivent être renversées. Les Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés, doivent non seulement rechercher l'application des obligations de non-prolifération pour les autres, comme l'Iran, mais aussi respecter leurs propres obligations par rapport au TNP. Dans la grave crise que traverse le monde, les mesures que nous défendons ici apparaissent comme des obligations minimales pour les alliés des Etats-Unis appartenant à l'OTAN, s'ils veulent continuer de bonne foi à être partie au TNP et au TICEN. Ces mesures doivent être prises de manière urgente, si possible avant la réunion du Comité préparatoire du TNP en avril-mai 2004. En tout cas, ces actions doivent être engagées avant la Conférence de révision du TNP de 2005, parce que ce sera le moment auquel les pays seront invités à rendre compte des actions qu'ils ont entreprises en application de leurs engagements à maintenir le TNP et le TICEN. 

- 1 Cet article est basé et découle directement du rapport de l'IEER d'octobre 2003, *NATO and Nuclear Disarmament*, par Arjun Makhijani et Nicole Deller. On pourra trouver les références et les autres éléments détaillés dans ce rapport qui est en intégralité en ligne sur www.ieer.org/reports/nato/index.html.
- 2 Pour une analyse des obligations relatives au TNP et au TICEN, voir Nicole Deller, Arjun Makhijani et John Burroughs, eds, *Rule of Power or Rule of Law ?* (New York : Apex Press, 2003) et le numéro d'*Energie et Sécurité* # 22 basé sur ce travail.
- 3 Après le 11 septembre 2001, l'OTAN a invoqué l'article 5 de sa charte, spécifiant qu'« une attaque armée contre un ou plusieurs » membres de l'OTAN « en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre la totalité de ceux-ci. » Bien que l'OTAN n'ait pu jouer aucun rôle dans l'invasion initiale, l'article 5 a fourni la justification pour la présence militaire de l'OTAN dans les efforts de stabilisation en Afghanistan. Toutefois, l'article 5 n'a pas été invoqué dans le cas de l'intervention en ex-Yougoslavie.
- 4 Communiqué de presse de l'OTAN, le Concept stratégique de l'Alliance, 24 avril 1999, para. 46. En ligne sur www.nato.int/docu/pr/1999/p99-065e.htm. C'est nous qui soulignons.
- 5 *ibid.*, para. 63.
- 6 La prise de décision au sein de l'OTAN s'effectue par consensus.
- 7 Chambre des Représentants des Etats-Unis : Committee on Appropriations, Highlights of the FY 2004 Energy and Water Development Appropriations Conference Report, 5 novembre 2003. Consultable sur le web à : http://appropriations.house.gov/index.cfm?FuseAction=PressReleases.Detail&PressRelease_id=335&IsTextOnly=1
- 8 Otfried Nassauer, "NATO's Nuclear Posture Review, Should Europe End Nuclear Sharing?" BITS Policy Note 02.1, avril 2002.

VOIR LA PAGE 8 POUR LES ANNOTATIONS

L'arme nucléaire « utilisable » contre-attaque

PAR BRICE SMITH

Avec la fin de la « Guerre froide » entre les Etats-Unis et l'Union soviétique beaucoup avait espéré que le monde emprunterait enfin la voie d'un désarmement nucléaire complet. Toutefois, au lieu de voir les armes nucléaires reléguées dans les poubelles de l'histoire, nous avons en fait assisté à ce que le général en retraite George Lee Butler, ancien responsable du Commandement stratégique américain (STRATCOM) a appelé la « réhabilitation rampante des armes nucléaires » amenée par « ceux mêmes qui avaient le plus à perdre de la fin de l'ère nucléaire. »¹

L'ampleur de cette « re-justification rampante » est apparue clairement à tous l'année dernière, quand des fuites sur la Revue de la Posture Nucléaire (RPN), classifiée, sont apparues dans la presse.² La politique nucléaire américaine n'avait jamais fait l'objet d'autant de débats depuis l'époque de l'administration Reagan, notamment par des personnalités de premier plan, qu'à la suite de ces publications. Deux éléments étroitement liés de la RPN ont, en particulier, suscité l'essentiel de cette attention. Le premier est une déclaration explicite selon laquelle les Etats-Unis devraient être prêts à utiliser des armes nucléaires contre une liste spécifique de pays cibles potentiels : la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Libye. Au moment de sa publication, les quatre derniers pays de cette liste ne possédaient pas d'armes nucléaires et ne les possèdent vraisemblablement pas maintenant. Selon la RPN, ces pays font partie de la liste parce que les armes nucléaires américaines doivent « continuer à fournir une assurance aux partenaires de pactes de sécurité, particulièrement en présence de menaces connues ou suspectées d'attaques nucléaires, biologiques ou chimiques ou dans le cas de développement inattendu de la situation militaire. »³ La mention des « développements inattendus de la situation militaire » est particulièrement importante du fait de sa définition très large, et représente un élargissement significatif du rôle des armes nucléaires dans la posture militaire américaine.

Le second passage amplement discuté de la RPN a trait au souhait du Pentagone d'explorer les concepts dits « avancés » tels que les ogives nucléaires de faible puissance et les armes de pénétration qui, selon lui, apporteraient des « bénéfices importants dans l'amélioration de la posture dissuasive de la nation. »⁴ En avril 2002, le Dr Everet Beckner, Administrateur adjoint des programmes de défense à l'Administration nationale de la sûreté nucléaire (NNSA), a déclaré officiellement que le Robust Nuclear Earth Penetrator (RNEP) constituerait le point fort initial de ce programme. De façon à soutenir l'éventuel développement



L'essai nucléaire Cabriole, réalisé le 26 janvier 1968 sur le Site d'essais du Nevada. Alors que l'essai de 2,3 kilotonnes était une explosion souterraine, enfouie à une profondeur de 52 mètres, les retombées radioactives se sont étendues sur une zone d'approximativement 121 kilomètres de long sur 31 kilomètres de large. L'essai a rejeté 6000 curies d'iode 131 et a formé un cratère de 110 mètres de diamètres et de 36 mètres de profondeur.

de ces nouvelles armes, la RPN appelle le Département de l'Energie à accélérer ses projets de construction de la « Modern Pit Facility » qui, sous sa forme prévue la plus développée, pourrait produire les noyaux pour 450 à 900 ogives nucléaires chaque année.

Historique de la politique nucléaire américaine

Depuis qu'ils ont les premiers déclenché la puissance des armes nucléaires sur le monde à Hiroshima, les Etats-Unis ont eu une politique nucléaire prévoyant l'utilisation en premier de l'arme nucléaire, et la menace de l'utilisation en premier dans toutes sortes de situations. Toutefois, le rôle de cette politique dans la posture militaire américaine a connu d'importantes variations au cours du temps. De 1945 à la crise des missiles de Cuba, les armes nucléaires ont joué un rôle primordial et les Etats-Unis se sont servis des menaces nucléaires à de nombreuses reprises, et bien sûr ont réellement utilisé des bombes nucléaires pour détruire deux villes. Entre le milieu des années 1960 et la fin des années 70, l'utilisation en premier des armes nucléaires a été envisagée, comme par exemple au Vietnam, mais la politique a été pour l'essentiel passée sous silence et largement remplacée par la posture de Destruction mutuelle assurée (Mutually Assured Destruction). La doctrine d'une guerre nucléaire limitée et gagnable est revenue sur la scène en 1979 avec la Directive présidentielle 59 sous l'administration Carter, et a été poussée encore plus loin par l'administration Reagan. Elle a été une nouvelle fois passée sous silence, toutefois, vers la fin des années 1980 et jusque dans les années 90, au moment de la fin de la Guerre froide et de la dissolution de l'Union soviétique. Sous l'administration actuelle, toutefois, le rôle des armes

LIRE LA SUITE PAGE 8
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

- 9 La France ne participe pas au Groupe des plans nucléaires ni à la structure militaire intégrée de l'OTAN, notamment à son Comité des plans de défense, du fait du retrait de la France des forces militaires sous commandement de l'OTAN en 1966 avec, pour conséquence, le déménagement du quartier général de l'OTAN de France en Belgique.
- 10 Otfried Nassauer, «Le partage nucléaire de l'OTAN est-il légal ?» *Energie et Sécurité* n°17. Sur le Web : <http://www.ieer.org/ensec/no-17/no17frnc/nato.html>.
- 11 En bref, les assurances de sécurité négatives constituent des garanties pour les Etats non nucléaires parties au TNP, selon lesquelles les Etats membres dotés d'armes nucléaires n'utiliseront ni ne menaceront d'utiliser des armes nucléaires à leur rencontre.
- 12 Robert G. Kaiser and Keith B. Richburg, "NATO Looking Ahead to a Mission Makeover," *Washington Post*, 5 novembre 2002.
- 13 John Chalmers, "NATO Unveils Strike Force, Key to Alliance Future," *Reuters*, 15 octobre 2003.
- 14 Thomas Graham, Jr. et Jack Mendelsohn, "NATO's Nuclear Weapons Policy and the No-First-Use Option," *The International Spectator*, Vol. XXXIV, n° 4, octobre-décembre 1999, p. 2.
- 15 Karl Vick, "Iranians Assert Right to Nuclear Weapons: Issue Unites Conservatives, Reformers," *Washington Post*, 11 mars 2003.

- 16 Mohamed El-Baradei, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique a fait remarquer que, « Si nous ne progressons pas résolument vers un désarmement nucléaire, j'ai bien peur que l'alternative soit de se retrouver avec des dizaines de pays disposant d'armes nucléaires, et c'est la recette idéale pour l'autodestruction »
- 17 Strobe Talbott, "From Prague to Baghdad: NATO at Risk," *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2002, p. 47-48.
- 18 Clyde Prestowitz, *Rogue Nation: American Unilateralism and the Failure of Good Intentions* (New York: Basic Books, 2003).
- 19 Javier Solana, "A Secure Europe in a Better World," p. 9 and 10. Sur le Web : <http://ue.eu.int/pressdata/EN/reports/76255.pdf>. Ce projet de document d'orientation pour la stratégie de sécurité de l'Union européenne par le Haut-Représentant de l'UE pour la Politique étrangère de sécurité commune a été remis lors d'une réunion du Conseil européen à Thessalonique le 20 juin 2003.
- 20 Les armes nucléaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ne seraient pas utilisables par l'OTAN à partir du moment où ce dernier met fin à sa politique de partage nucléaire.
- 21 Ceci suppose, bien sûr, que les Etats-Unis se conforment aux lois d'un pays allié. C'est ce qu'ils ont fait dans le cas de la Nouvelle-Zélande.

L'ARME NUCLÉAIRE SUITE DE LA PAGE 7

nucléaires dans la posture militaire américaine a été explicitement réactivé sous une forme qui apparaît encore plus menaçante que jamais depuis les années 1940.

Associée au refus explicite d'une politique de non-utilisation en premier⁵, la RPN fait peser le spectre d'une attaque nucléaire préemptive contre des installations d'armements chimiques ou biologiques suspectées dans un Etat non nucléaire. Cette perspective est rendue encore plus troublante du fait de ce qui s'est passé récemment avec les services de renseignements américains et britanniques, concernant les programmes d'armement chimique et biologique supposés de l'Irak, qui ont été largement utilisés pour justifier l'invasion de mars 2003.

L'importance de la doctrine nucléaire américaine pour l'ensemble du monde peut difficilement être exagérée. Depuis l'aube de l'ère nucléaire, la posture américaine a été la force motrice majeure dans la prolifération nucléaire au niveau mondial. On peut en retrouver des exemples, depuis l'ordre donné par Staline en 1945 d'accélérer radicalement et d'étendre le programme nucléaire soviétique à la suite de l'attaque américaine sur Hiroshima,⁶ jusqu'à la décision de l'Inde de faire avancer rapidement son programme nucléaire à la suite de l'intervention du groupe tactique de l'USS Enterprise doté d'armes nucléaires au cours de la guerre indo-pakistanaise de 1971, dans le cadre du « signe de soutien » accordé au Pakistan par les Etats-Unis.⁷

Le rôle élargi des armes nucléaires qui est envisagé aujourd'hui par l'administration Bush exerce une pression importante sur les efforts de désarmement et de non-prolifération tout comme l'ont fait les événements passés. Le Comité sur la sécurité internationale et le contrôle des armements de l'Académie nationale des sciences (NAS), l'ancien président des chefs d'état-major John Shalikashvili,

et même le Comité des services armés de la Maison Blanche (House Armed Services) ont tous prévenu que si la plus importante puissance militaire du monde proclame son besoin d'armes nucléaires pour assurer sa sécurité nationale et pour dissuader des attaques chimiques et biologiques, d'autres pays allaient, encore plus probablement, se servir de la même justification pour obtenir la bombe.⁸

Cibles potentielles

L'impact que le rôle dit de « contre-prolifération » des armes nucléaires aura sur le Traité de non-prolifération (TNP) suscite particulièrement des inquiétudes. Le 5 avril 1995, le Président W. Clinton, a réaffirmé publiquement une promesse donnée en 1978 par Jimmy Carter, selon laquelle les Etats-Unis n'utiliseraient pas d'armes nucléaires contre des Etats non nucléaires parties au TNP, sauf s'ils attaquaient en « association ou alliance » avec un Etat doté d'armes nucléaires.⁹ Des engagements similaires, connus sous le nom « d'assurances de sécurité négatives », ont été donnés par les cinq Etats nucléaires reconnus dans le cadre de leurs efforts pour obtenir une prorogation illimitée du TNP en 1995. Ces promesses ont été relevées « avec satisfaction » par la résolution 984 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a été adoptée à l'unanimité le 11 avril 1995. Les engagements pris par les Etats détenteurs d'armes nucléaires dans cette résolution ont fait l'objet de nombreuses interprétations. Par exemple, Edward Gnehm, alors Représentant permanent adjoint des Etats-Unis aux Nations unies a déclaré que cette résolution « fait la promesse que, dans l'éventualité où des Etats non nucléaires sont victimes d'un acte ou d'une menace d'agression nucléaire, le Conseil de sécurité – et avant tout

LIRE LA SUITE PAGE 9
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

l'ensemble de ses membres détenteurs d'armes nucléaires – sera immédiatement impliqué. »¹⁰ En outre, les cinq États détenteurs d'armes nucléaires ont signé des protocoles additionnels pour les Traités sur les zones exemptes d'armes nucléaires pour l'Amérique latine, le Pacifique sud et l'Afrique, dans lesquels ils s'engagent à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des parties aux traités. Néanmoins, les États-Unis n'ont pas ratifié les protocoles sur le Pacifique Sud et l'Afrique.

L'intégration de pays non nucléaires dans les cibles potentielles de la RPN a été codifiée comme politique nationale dans la récente « National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction » (Stratégie nationale de lutte contre les armes de destruction massive).¹¹ Ce document de stratégie, qui va directement à l'encontre des « Assurances de sécurité négatives » de 1995 ainsi que de la résolution 984 des Nations unies, déclare que les États-Unis se réservent le droit de « répondre par une force écrasante – y compris par le recours à toutes les options à leur disposition » à la suite de toute attaque avec des armes nucléaires, chimiques ou biologiques. Des sources dans l'administration indiquent que la version confidentielle de ce rapport, appelée « Directive présidentielle 17 sur la sécurité nationale » (aussi connue sous le nom de Directive présidentielle 4 sur la sécurité du territoire) affirme explicitement que « l'usage massif de la force » comporte potentiellement l'utilisation d'armes nucléaires.¹² De telles menaces affaiblissent gravement le TNP et en réalité encouragent la prolifération nucléaire s'il n'est plus possible de faire confiance à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies et aux Assurances de sécurité négatives associées, pour apporter une assurance de sécurité.

Les « bunker busters »

La promotion des armes de pénétration discutées dans la RPN s'appuie souvent sur l'argument qu'elles sont souhaitables du fait de leur capacité à réduire les « dommages collatéraux » lors de l'attaque de ce qu'on appelle les cibles « durcies » ou « profondément enfouies ». Cependant on oublie souvent de dire que cette réduction se compare par rapport à la destruction stupéfiante provoquée par l'explosion en surface d'une puissance de 9 mégatonnes qui serait nécessaire à une arme non pénétrante pour détruire les mêmes structures enfouies. Les analyses des experts ont conclu que ces armes de pénétration ne pourront jamais s'enfouir suffisamment pour confiner leur explosion et rejeteront au contraire un nuage de poussières et de débris hautement radioactifs dans ce qu'on appelle une explosion en « chandelle romaine ».¹³

On rapporte que des scientifiques du gouvernement disent qu'une arme de 1 kilotonne (kt) n'aurait qu'à creuser un trou de 53 mètres pour confiner la radioactivité.¹⁴ Négligeant pour un moment que cette profondeur dépasse de loin ce qui est possible physiquement pour une arme de pénétration moderne, les ingénieurs du Site d'essais du

Nevada (NTS) ont découvert que même une bombe de 100 tonnes équiv. TNT (0,1 kT) doit être enfouie à 56 mètres de façon à ce qu'on puisse avoir la moindre garantie que le puits scellé ne donnerait pas lieu à des fuites de quantités importantes de radioactivité.¹⁵ Plus grave encore, une ogive nucléaire emportée par un pénétrateur devrait être enfouie encore plus profondément que celles qui sont testées au Nevada parce que, à la différence des puits d'essais soigneusement scellés utilisés au NTS, une bombe « fousseuse » laisserait vraisemblablement derrière elle une cheminée par laquelle les rejets radioactifs pourraient facilement s'échapper. (Voir la photo en couverture.)

Vues l'intensité et la répartition des retombées radioactives locales qui proviendraient de profondeurs d'enfouissement réalistes, si une arme d'une puissance même de 1 kilotonne était utilisée près d'une zone urbaine dans le « Global South »¹⁶, on estime que « plusieurs dizaines de milliers de victimes » en résulteraient.¹⁷ En outre, une analyse du Natural Resources Defense Council (NRDC) a conclu qu'une attaque contre une hypothétique installation souterraine à l'ouest de Pyongyang en Corée du Nord, avec une ogive nucléaire de puissance supérieure au type présent dans l'arsenal actuel (B61-11), entraînerait vraisemblablement entre 430 000 et 550 000 victimes selon les possibilités d'abri.¹⁸ De telles frappes peuvent difficilement être appelées chirurgicales, et comme si n'était pas suffisant, une des ogives envisagées actuellement pour être utilisée dans le RNEP (la B83) a une puissance nominale de 1 mégatonne, ce qui correspond environ à 3 fois celle de l'arme étudiée dans l'analyse du NRDC.

Finalement, étant données les procédures actuelles pour la certification des nouvelles armes, il est très improbable que tout modèle nouveau soit accepté pour une production massive sans avoir été intégralement testé. Cette dépendance entre nouveaux modèles d'armes et nécessité d'essais nucléaires a été énoncée depuis des années aux plus hauts niveaux de l'establishment nucléaire, par des personnes comme Stephen Younger, ancien directeur adjoint de laboratoire pour les armes nucléaires au laboratoire national de Los Alamos, et par des groupes comme le National Research Council, une organisation à but non lucratif gérée par l'Académie nationale des sciences pour fournir des analyses techniques au gouvernement.¹⁹ Outre la capacité de tester de nouveaux modèles pour vérifier leur état de fonctionnement, les militaires peuvent aussi exiger des essais nucléaires pour déterminer l'efficacité des armes de pénétration pour la destruction de cibles durcies. En fait, entre 1987 et 1992, au moins trois essais souterrains ont été effectués pour l'Agence nucléaire de défense (maintenant appelée Defense Threat Reduction Agency (Agence de défense de réduction des menaces) afin d'aider au développement de modèles pour étudier les effets d'une explosion nucléaire sur des structures enfouies profondément.²⁰

LIRE LA SUITE PAGE 10
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

L'éventualité de la réalisation d'un essai nucléaire qui, s'il intervenait, condamnerait presque certainement le Traité d'interdiction complète des essais (TICE) avant même son entrée en vigueur, devient de plus en plus plausible vue l'hostilité ouverte affichée par l'administration Bush vis-à-vis du TICE²¹ associée au fait que la RPN déclare explicitement qu'il ne sera peut-être pas possible de maintenir de manière indéfinie le moratoire actuel sur les essais.²² Malgré le rejet par la Chambre des Représentants américaine d'une loi de financement initiale, l'administration a demandé 25 millions de dollars sur le budget de l'année prochaine pour ramener à 18 mois le délai pour procéder à des essais souterrains, actuellement de trois ans.

Une doctrine qui n'est pas vraiment nouvelle

Il est peu connu que les idées exprimées dans la RPN ne sont pas vraiment nouvelles. Bien que l'administration Bush soit la première à, aussi ouvertement et activement, faire siennes ces idées à un haut niveau et bien qu'elle commence à les mettre en œuvre comme politique nationale déclarée, les planificateurs et scientifiques militaires ont, dès la chute du mur de Berlin activement cherché à maintenir le stock d'armes américain et à développer de nouvelles armes nucléaires pour une utilisation « dissuasive » contre la prolifération des armes chimiques et biologiques dans le « Global South ».²³

La justification avancée pour le maintien d'une infrastructure nucléaire militaire vaste et coûteuse a pris fin en même temps que la Guerre froide. Toutefois, il n'a pas fallu longtemps pour qu'une nouvelle justification pour ces armes commence à prendre forme. Même avant la chute du mur de Berlin, en 1989, 150 membres de l'establishment nucléaire militaire, notamment des représentants de l'industrie, se sont réunis au Centre de Los Alamos pour les études sur la sécurité nationale (Center for National Security Studies) pour se définir une nouvelle mission pour l'après Guerre froide. Lors de cette réunion, plusieurs participants se sont prononcés pour une révision de la posture nucléaire américaine afin de traiter les problèmes de la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques.²⁴ Ce sentiment s'est retrouvé l'année suivante dans le « Military Net Assessment » (évaluation nette militaire) publiée par les Chefs d'états major, qui invoquaient les « menaces de plus en plus sérieuses du Tiers monde » comme justification potentielle pour maintenir le stock nucléaire du pays.²⁵

Ces idées ont été développées plus précisément lors de la « Strategic Deterrence Study » (Etude sur la dissuasion stratégique) de 1991, également connue sous le nom de « Rapport Reed », commandée par le Commandement des forces aériennes stratégiques (SAC). Le rapport préliminaire exprimait ses inquiétudes que « la richesse croissante des pays pétroliers et de nouvelles puissances hégémoniques est accessible à des tyrans et des fous », et il

conseillait une nouvelle stratégie de ciblage qui intégrerait la possibilité de constituer « une Force expéditionnaire nucléaire [...] principalement destinée à être utilisée contre la Chine ou des cibles dans le Tiers monde. »²⁶ Elevant cette approche au niveau de la politique de défense nationale, le secrétaire à la défense de l'époque, Dick Cheney, a publié le document top secret sur la Politique d'emploi des armes nucléaires (Nuclear Weapons Employment Policy – NUWEP) en 1991. Ce document demandait aux militaires de commencer d'étudier la possibilité d'attaques nucléaires contre des pays capables de développer des armes nucléaires, chimiques et biologiques.²⁷ Déjà vers la fin des années 1980, les Etats-Unis avaient inclus, dans leur politique générale de choix de cibles visant l'URSS et ses alliés, certains pays du « Global South », toutefois, le plan de guerre issu du NUWEP a été le premier à inclure explicitement des pays non nucléaires en raison des inquiétudes liées à la prolifération.²⁸

Il est significatif que l'idée d'utiliser des armes nucléaires pour dissuader certains pays d'acquiescer ou d'utiliser des armes non conventionnelles était liée, dès le début, au désir d'obtenir de nouveaux types d'armes nucléaires. Dans un article de 1991 publié dans *Strategic Review*, les chercheurs de Los Alamos Thomas Dowler et Joseph Howard III affirmaient que, puisqu'il se compose d'armes à forte puissance qui entraîneraient un nombre massif de victimes civiles, « l'arsenal nucléaire américain existant n'a aucun effet sur Saddam, et il est improbable qu'il ait un pouvoir dissuasif sur un autre tyran. »²⁹ Ils ont poursuivi en prônant le développement d'une « tiny nuke » avec une puissance de 1 kT (1 000 tonnes), d'une « mini nuke » avec une puissance de 100 tonnes, et d'une « micro-nuke » avec une puissance de 10 tonnes ; Prompte à suivre cette recommandation, l'Air Force a lancé en 1991 le « Project PLYWD » (Precision Low Yield Weapons Design – Conception d'armes de précision de faible puissance), pour étudier « une option crédible pour contrer l'emploi d'armes nucléaires par les pays du Tiers monde. »³⁰

Toutefois, l'impulsion en faveur d'armes nucléaires de faible puissance a été nettement freinée en 1993, lorsque deux membres de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, Elizabeth Furse (Démocrate de l'Oregon) et John Spratt (Démocrate de la Caroline du Sud) ont déposé un amendement dans le cadre du Defense Authorization Act du budget 1994 qui empêchait le Secrétariat à l'Energie de mener « une recherche et développement pouvant conduire à la production par les Etats-Unis d'une arme nucléaire de faible puissance », définie par la loi comme une arme possédant une puissance inférieure à 5 kT. Malgré ce revers, la planification d'un rôle nucléaire visant à contrer la prolifération d'armes non conventionnelles a continué à se développer.

LIRE LA SUITE PAGE 11
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

« Les planificateurs ne doivent pas être trop rationnels »

A la suite de la Revue de posture nucléaire de 1993-94, qui s'est soldée pour l'essentiel par l'adoption totale de la doctrine nucléaire de l'administration Bush précédente, la STRATCOM s'est vue attribuer la tâche de concevoir des projets avec les chefs d'états majors régionaux pour des attaques nucléaires visant des pays cherchant à acquérir des armes nucléaires, chimiques et biologiques.³¹ Ceci a abouti à la création des Livres SILVER (Strategic Installation List of Vulnerability Effects and Results), qui étaient des plans d'opération pour une « série de missions « silver bullet » (« remède miracle ») destinées à la contre-prolifération. »³² Les cibles probables de ces opérations sont des pays comme l'Iran, l'Irak, la Libye et la Corée du Nord. Vers la fin 1994, une proposition de SILVER Book était prête pour le commandement américain en Europe et un projet similaire était en cours pour le commandement Pacifique. Les chefs d'état-major régionaux, toutefois, étaient réticents à permettre à la STRATCOM de prendre le contrôle de la mission de contre-prolifération, et en 1995, le projet a été officiellement arrêté.

La fin du projet des SILVER Books n'a cependant pas mis fin à l'idée de contre-prolifération. Au cours de la même année, le Groupe consultatif stratégique du STRATCOM a publié un document appelé « Essentiels of Post-Cold War Deterrence » portant sur le maintien du besoin d'armes nucléaires. La recommandation essentielle de ce rapport consistait à dire que la dissuasion ne fonctionnerait que si les États-Unis sont capables « d'exercer une menace » sur ce qu'un adversaire considère comme le plus précieux. Il ajoute que « les planificateurs ne doivent pas être trop rationnels pour déterminer ce que cela englobe. »³³ Pour illustrer leur point de vue, les auteurs rappellent l'anecdote qui suit, issue de la guerre du Liban.

L'histoire de la tactique appliquée par les Soviétiques pendant les premiers temps du chaos au Liban constitue un bon exemple. Lorsque trois de leurs concitoyens et leur chauffeur ont été kidnappés et assassinés, deux jours plus tard les Soviétiques ont fait livrer au leader du mouvement révolutionnaire un colis contenant un seul testicule – celui de son fils aîné – avec un message qui affirmait en des termes on ne peut plus clairs, « ne touchez plus jamais à nos ressortissants. » Cela a fonctionné pendant toute la période des conflits sur place. Cette compréhension et cette adaptation perspicace de ce qui est considéré comme le plus précieux dans une culture, et sa prise en compte dans un message de dissuasion, associée à la prévision de la capacité qui peut être maîtrisée, est le type de pensée créative qui doit servir à décider ce qu'il faut mettre en danger dans le ciblage du cadre de dissuasion pour les situations multilatérales à l'avenir.

Les auteurs de ce rapport poursuivent et se plaignent du fait « que notre société ne fermerait jamais les yeux sur de telles actions, ce qui nous complique la tâche pour dissuader des actes de terrorisme. » Le rapport conclut donc que, si l'on veut que la dissuasion soit fructueuse, « cela nous nuit que de nous présenter comme trop rationnels et imperturbables », et prône que nos représentants nationaux s'expriment clairement sur le fait que « les États-Unis peuvent devenir irrationnels et vindicatifs si ses intérêts vitaux sont attaqués. » La politique d'irrationalité prônée dans ce rapport va directement à l'encontre du fondement même de tous les traités basés sur la non-prolifération et les accords de désarmement, qui sont basés sur l'hypothèse que les gouvernements peuvent être tenus pour responsables de tenir leurs engagements. Les implications de suggestions telles que celles mises en avant par le Groupe consultatif stratégique ne risquent pas de passer inaperçues par les pays, tels la Corée du Nord, qui peuvent déjà se sentir menacés par la posture militaire des États-Unis.

Le mois de février suivant, près de sept ans après la chute du mur de Berlin, les chefs d'états majors ont formellement inscrit le nouveau rôle des armes nucléaires dans leur « Doctrine for Joint Theater Nuclear Operations. »³⁴ Dans son introduction, cette doctrine affirme que « l'objectif des forces nucléaires américaines est d'aider à dissuader l'utilisation d'armes de destruction massive », que le document définit comme englobant les « armes nucléaires, chimiques, biologiques et radiologiques. » L'adoption de cette mission de contre-prolifération dans la politique officielle a été à nouveau renforcée en novembre 1997, lorsque le Président Clinton a publié la Presidential Decision Directive 60 (PDD – Directive de décision présidentielle), ordonnant, entre autres choses, que l'armée commence à planifier des attaques nucléaires potentielles en réponse à une attaque chimique ou biologique. Il est significatif que l'Agence de la maîtrise des armement et du désarmement (ACDA) des États-Unis, qui avait perdu son indépendance en 1996 après avoir été intégrée au Département d'État, n'a jamais été consultée lors de la préparation du PDD 60.³⁵

La bombe B61-11

Alors que cette nouvelle mission pour les armes nucléaires se formulait au début des années 1990, le développement d'armes nucléaires de pénétration connaissait aussi un regain d'intérêt. L'explosion d'une arme nucléaire en sous-sol transmet un pourcentage beaucoup plus élevé de son énergie à l'intérieur du sol qu'une explosion en surface. Si l'on remonte aux années 1950, des recherches avaient été menées sur les armes de pénétration pour leur capacité à détruire les cibles durcies. Cependant, au fur et à mesure que des armes de plus en plus puissantes devenaient disponibles, l'intérêt porté aux ogives de pénétration a diminué. Ce concept a connu un bref renouveau sous la

LIRE LA SUITE PAGE 12
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

présidence de MM. Carter et Reagan, mais c'est seulement sous l'administration Clinton, qu'une nouvelle arme de pénétration, la B61-11, a été ajoutée au stock.

Le développement de la B61-11 a commencé en octobre 1993, lorsque Harold Smith, alors Assistant du Secrétaire à la Défense pour l'Énergie atomique³⁶ a demandé à l'Armée de l'air d'envisager le remplacement de la bombe à gravitation B53 par une arme modifiée à partir du stock actif.³⁷ À l'époque, la B53 était la plus grosse bombe de l'arsenal, avec une puissance de 9 mégatonnes, et il lui manquait bon nombre des caractéristiques de sûreté présentes sur les armes plus modernes. Surnommée « Crowdpleaser » (« qui fait plaisir à la foule »), la B53 avait été initialement conçue comme une arme anti-cités, toutefois l'administration Reagan a stoppé son retrait en 1987, et lui a réattribué la tâche de détruire les bunkers de commandement soviétique enfouis en profondeur, ainsi que d'autres cibles hautement durcies.³⁸

Aucune nouvelle capacité nucléaire n'avait été ajoutée à l'arsenal américain depuis 1989. L'assistant au Secrétaire à la défense pour la politique de sécurité internationale de l'administration Clinton était inquiet à l'idée que le Congrès n'accepte pas un projet visant à développer une bombe à pénétration destinée à être utilisée contre des structures enfouies. C'est pourquoi il fut décidé de ne pas soumettre les projets à l'approbation du Nuclear Weapons Council.³⁹ Toutefois, en 1994 le climat/la conjoncture avait commencé à changer, avec la première Revue de la posture nucléaire⁴⁰ qui recommandait le remplacement de la B53. Le contrôle du Congrès était passé aux mains des Républicains, plus ouvertement favorables aux armes nucléaires, en accord global avec le Pentagone de l'administration Clinton. Le projet a été accéléré, et au début 1995, il a finalement été approuvé par le Nuclear Weapons Council.

L'arme qui en a résulté, la B61 modification 11 (B61-11), possède une enveloppe extérieure durcie spéciale, et une puissance variable allant de 0,3 à 340 kilotonnes. Comme elle est beaucoup plus légère que la B53 qui pèse 4 000 kg, elle peut être lancée par le bombardier B2-A furtif, ou même par le chasseur F-16. Après un total de 13 essais de largage en vraie grandeur en 1996, trois en Alaska et 10 sur la zone d'essais de Tonopah au Nevada, l'arme a été intégrée dans le stock par l'armée. Les essais, toutefois, ont démontré les limites de la capacité de pénétration de l'arme dans le sol. Conçue pour creuser 15 mètres en profondeur avant d'exploser, les essais ont montré que la B61-11 pouvait seulement pénétrer de 6 mètres dans le sol sec⁴¹ ou seulement 2 à 3 mètres dans la toundra gelée⁴² lorsqu'elle est larguée depuis une altitude de 12 000 mètres. Même avant la fin de ces essais l'utilisation prévue pour la B61-11 a été toutefois dévoilée au monde par Harold Smith, alors Assistant du Secrétaire à la Défense pour les programmes de défense nucléaire, chimique et biologique, lors d'un petit déjeuner avec des reporters, lors duquel il a mentionnée cette bombe comme option pour détruire

une usine d'armes chimiques souterraine présumée, que la Libye était en train de construire, à Tarhunah. Bien que la menace ait été rapidement retirée, cet incident une fois de plus a souligné le rapport étroit entre les nouveaux modèles et les nouvelles missions des armes nucléaires.⁴³

« Ceux qui avaient précisément à y perdre le plus »

Depuis les premiers jours de la première administration Bush jusqu'à la fin de la présidence Clinton, les doctrines conjointes de contre-prolifération et le développement de nouvelles armes nucléaires « plus utilisables » ont fait preuve d'une remarquable cohérence, se transformant à travers les groupes d'études et les articles de journaux en politique militaire déclarée et en armes concrètes. Cette évolution lente a été entraînée avant tout par un establishment nucléaire important qui cherchait à justifier la poursuite de son existence dans l'après Guerre froide. Lorsque la seconde administration Bush est arrivée au pouvoir en 2001, plusieurs partisans notables des armes nucléaires ont obtenu des postes politiques suffisamment influents pour faire passer rapidement une bonne part de cette vision stratégique aux plus hauts niveaux de la politique nationale.

Par exemple, pour de nombreux aspects fondamentaux, la Revue de posture nucléaire suit de très près les idées présentées dans un rapport publié en janvier 2001 par le National Institute for Public Policy, intitulé « Rationale and Requirements for U.S. Nuclear Forces and Arms Control » (Justification et exigences pour les forces nucléaires américaines et la maîtrise des armements). Ce rapport a été préparé pour partie par d'anciens responsables du Pentagone et du gouvernement, et plusieurs participants à l'étude détiennent maintenant des postes importants dans l'administration, notamment

- ▶ Stephen J. Hadley, qui est maintenant Conseiller adjoint à la sécurité nationale,
- ▶ Robert Joseph, actuellement directeur général de la stratégie relative à la prolifération, la contre-prolifération et la défense du territoire au National Security Council;
- ▶ Stephen Cambone, ancien sous-secrétaire adjoint principal au Secrétaire à la Défense pour la politique, et actuellement sous-secrétaire à la défense pour le renseignement, et
- ▶ William Schneider, qui est le Président du Defense Science Board (Conseil scientifique de la défense).

De plus, le Président et le co-fondateur du National Institute for Public Policy et le responsable de l'étude sur les forces nucléaires était Keith Payne. Tout en travaillant pour Herman Kahn et le Hudson Institute, le Dr Payne a collaboré à un essai intitulé « Victory is Possible », dans lequel il soutient que les États-Unis ont « la capacité et la détermination nécessaires pour mener une guerre nucléaire

LIRE LA SUITE PAGE 13
VOIR LA PAGE 13 POUR LES ANNOTATIONS

à des niveaux toujours plus élevés de violence jusqu'à ce que des résultats acceptables soient atteints.»⁴⁴ En 2001, le Dr Payne a été nommé Président du Panel consultatif sur les concepts de dissuasion du Pentagone, et par la suite Assistant adjoint au Secrétaire à la Défense pour la politique des forces armées, en 2002 et 2003.

Parmi les responsables de l'administration en étroit rapport avec le complexe des armes nucléaires, ou qui ont joué un rôle important dans le développement de la doctrine de contre-prolifération figurent notamment

- ▶ Dick Cheney qui, en tant que Secrétaire à la Défense, a été le premier à demander à l'armée de commencer à planifier des attaques nucléaires contre des pays du « Global South » dès 1991. Il est maintenant Vice-président,
- ▶ Franklin, Miller, le principal auteur de la PDD 60 qui a mené la campagne de 1996 pour un accroissement important du nombre de cibles en Chine. Il est maintenant Directeur général pour la politique de défense et le contrôle des armements au National Security Council, et
- ▶ Stephen Younger, qui en tant que Directeur adjoint de laboratoire pour les armes nucléaires au laboratoire national de Los Alamos, était ouvertement partisan des armes nucléaires de faible puissance. Il est maintenant directeur de l'Agence pour la réduction des menaces du Pentagone (Defense Threat Reduction Agency).

Outre leurs intérêts pour l'establishment nucléaire, ces armes restent également une bonne affaire pour de nombreuses sociétés fournissant la défense. Dès la réunion de Los Alamos de 1989, où les idées de la contre-prolifération ont d'abord été publiquement exprimées, étaient présents ceux qui possédaient des liens étroits avec l'industrie de la défense, et qui ont donné de la voix en faveur du maintien du rôle des armes nucléaires dans la posture militaire américaine. Parmi ceux-ci, la corporation Lockheed Martin a été d'une importance particulière, (il s'agit du plus gros entrepreneur militaire aux États-Unis pour l'exercice 2002), puisque 8 des responsables politiques actuels ont eu avec elle des relations directes ou indirectes.⁴⁵ Lockheed reçoit plus de 1 milliard de dollars chaque année du Département à l'Énergie, pour la gestion du Site d'essais du Nevada, où pourront probablement se faire d'éventuels essais de nouvelles armes ainsi que pour l'exploitation des Laboratoires nationaux de Sandia, où les travaux préliminaires de conception sur les concepts d'armes de pénétration sont déjà en cours. De plus, Northrop Grumman (le troisième entrepreneur militaire du pays en 2002), avec qui 7 responsables de l'administration ont eu des liens⁴⁶, s'est vu décerné un contrat, en association avec Lockheed, pour développer une interface nouvelle « pointer et cliquer » pour la planification d'attaques nucléaires. Cette nouvelle infrastructure aura pour tâche de gérer la multiplication par dix du nombre de cibles potentielles qui est projeté au cours des 4 années à venir au fur et à

mesure de la mise en œuvre de la nouvelle posture.⁴⁷

Animée essentiellement par un ensemble relativement restreint d'intérêts institutionnels ayant beaucoup à perdre de l'abolition des armes nucléaires, la politique américaine a progressivement évolué au cours de la décennie passée au point où elle menace maintenant le Traité de Non Prolifération, le Traité d'interdiction complète des essais, et peut-être plus d'un demi million de personnes avec une seule arme. Libérés des contraintes imposées aux planificateurs pendant la Guerre froide par l'Union soviétique, les partisans du militaire nucléaire au sein de la présente administration ont réussi à mettre le rôle de ces armes au premier plan, avec des actions telles que la mention explicite des cibles potentielles dans un document de politique nationale. En se ralliant activement au développement de nouvelles armes nucléaires et à l'expansion de leur rôle pour englober la « dissuasion » de toutes les armes non conventionnelles ainsi qu'une réponse potentielle à des « développements militaires imprévus », l'administration Bush a mis les États-Unis et le monde entier sur la voie dangereuse du redémarrage des essais nucléaires et de la prolifération au niveau mondial, et, pire encore, de la première utilisation potentielle d'armes nucléaires depuis la destruction d'Hiroshima et Nagasaki en deux flashes aveuglants, il y a 58 ans. 

- 1 George Lee Butler, "A wake-up call," *Fourth World Review* 108 & 109 (2001).
- 2 Michael Gordon, "U.S. Nuclear Plan Sees New Weapons and New Targets," *New York Times*, le 10 mars 2002; et William Arkin, "Secret Plan Outlines the Unthinkable," *Los Angeles Times*, le 10 mars 2002.
- 3 U.S. Department of Defense, "Nuclear Posture Review," soumis au Congrès le 31 décembre 2001.
- 4 *ibid.*
- 5 Bureau du Président des États-Unis, "National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction," décembre 2002; et Wade Boese, "Bush Administration Releases Strategy on WMD Threat," *Arms Control Today*, Janvier-février 2003
- 6 David Holloway, *The Soviet Union and the Arms Race*, Yale University Press, New Haven (1983).
- 7 Admiral L. Ramdas (ret.), "Nuclear Disarmament and South Asia," Point presse au National Press Club, Washington, D.C., le 8 mai 2000; et George Perkovich, *India's Nuclear Bomb: The Impact on Proliferation*, University of California Press, Berkeley (1999).
- 8 Committee on International Security and Arms Control, National Academy of Sciences, "The Future of Nuclear Weapons Policy," National Academy Press, Washington, D.C. (1997); General John M. Shalikashvili (ret.), "Findings and Recommendations Concerning the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty," janvier 2001; et Rapport du Committee on Armed Services, Chambre des Représentants, on H.R. 2401, National Defense Authorization Act for FY 1994, 30 juillet 1993.
- 9 Département d'Etat des États-Unis, "Statement by the Honorable Warren Christopher, Secretary of State, Regarding a Declaration by the President on Security Assurance for Non-Nuclear Weapon States Parties to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons," le 5 avril 1995.
- 10 Judy Aita, "Security Council Gives Assurances in Case of Nuclear Attack," United States Information Agency, le 11 avril 1995.

VOIR LA PAGE 20 POUR LES ANNOTATIONS

Retour aux mauvais souvenirs

PAR ARJUN MAKHIJANI ET LISA LEDWIDGE

Pendant la Guerre froide, l'establishment nucléaire militaire américain a généralement fait passer les besoins de production avant ceux de la santé des populations et de l'environnement. Les responsables des usines nucléaires militaires ont trompé les travailleurs en leur assurant que leurs conditions de travail ne présentaient aucun risque et respectaient les réglementations, alors même qu'ils savaient qu'il n'en était rien. Immédiatement à la suite des essais d'armes nucléaires, les soldats ont reçu pour ordre de marcher vers le point zéro sans radioprotection appropriée ni même mesure des doses reçues. L'establishment nucléaire militaire a choisi l'emplacement d'un site d'essais au Nevada en sachant qu'il y aurait des retombées atmosphériques dans pratiquement toute la partie continentale des Etats-Unis. En 1997, le *National Cancer Institute* a estimé que 50 000 personnes développeraient un cancer de la thyroïde suite à leur exposition à l'iode radioactive contenue dans les retombées provenant des essais nucléaires au Nevada.

Une bonne partie du tort a été fait en secret, comme l'illustre une déclaration en juin 1989 du Secrétaire adjoint à l'énergie, W. Henson Moore, en poste durant la présidence de George H.W. Bush, à l'occasion d'une visite à Rocky Flats. La production des armes nucléaires, a-t-il déclaré à la presse, a été « une opération secrète qui n'était pas soumise aux lois... personne n'était censé savoir ce qui se passait. » Il a poursuivi en disant que « le gouvernement et les entreprises ont fait fonctionner ces usines de la manière suivante : Ce sont nos affaires, c'est une question de sécurité nationale, personne d'autre ne doit s'en mêler. »¹ Les « autres » auxquels il faisait allusion n'étaient pas une puissance étrangère, mais le peuple américain.

Dans les années 1990, l'establishment nucléaire semblait vouloir tourner la page. De nombreuses usines nucléaires militaires ont été fermées sous l'administration Bush I, qui a aussi signé en 1992 une loi prévoyant un moratoire de 9 mois sur les essais nucléaires, loi prolongée par le Congrès l'année suivante. En 1995, l'administration Clinton a admis que les Etats nucléaires parties au Traité de non-prolifération nucléaire étaient dans l'obligation de procéder réellement à un désarmement nucléaire complet. En 1996, les Etats-Unis ont signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Une étape historique a été franchie en 1993 par la secrétaire à l'Énergie de l'époque, Hazel O'Leary, lorsqu'elle a annoncé une initiative de transparence sans précédent. Début 2000, le Département à l'énergie (DOE) a reconnu pour la première fois qu'un demi million de travailleurs des installations nucléaires militaires avait été mis en danger suite à leur exposition à la radioactivité dans leur activité professionnelle.

Toutefois, des éléments de plus en plus nombreux tendent à prouver que l'establishment nucléaire est revenu à ses pratiques de triste mémoire. Des projets de construction

d'une usine de fabrication de charges de plutonium pour les armes nucléaires vont de l'avant. Les concepteurs d'armes nucléaires sont impatients de reprendre la conception de nouvelles armes nucléaires. On parle de plus en plus sérieusement d'abroger le Traité d'interdiction complète des essais, que le Sénat américain s'est abstenu de ratifier en 1999. Les considérations d'environnement et de santé sont de nouveau ramenées au second plan, au mieux. La politique du secret est aussi de retour. La seule différence aujourd'hui est que le gouvernement, dans certains cas, estime ouvertement que des gens seront mis en danger et que la fabrication de nouvelles bombes atomiques causera des morts.

Les mauvais souvenirs

L'IEER a depuis longtemps mis en évidence le piètre bilan du DOE en matière d'environnement et de santé.² Le DOE a la responsabilité de la mise au point et de la maintenance des armes nucléaires américaines, ainsi que de la gestion de l'immense pollution laissée par la production des armes passées. Beaucoup de choses qui, autrefois, ont été balayées sous le tapis sous prétexte de sécurité nationale, se sont avérées plus tard être une atteinte gratuite à la santé des populations et à l'environnement. Les exemples abondent

- ▶ Dans les années 1950, il était bien connu que l'exposition au radon et à ses produits de filiation dans des mines dépourvues de ventilation constituait un danger pour la santé et un risque accru de cancer du poumon, mais la Commission de l'énergie atomique (AEC), le prédécesseur du DOE, n'a pas exigé la ventilation des mines, mais a choisi par contre de mettre l'accent sur la production.
- ▶ Entre les années 1940 et les années 1970, plus de 23 000 personnes ont été soumises à des expérimentations sur la radioactivité sans leur consentement éclairé. Ces expériences étaient gérées par l'AEC, le DOE, le Département de la défense, la NASA et le Département des anciens combattants dans le but notamment de développer des armes à radiation et de déterminer les effets des radiations sur les performances du personnel militaire sur le champ de bataille. Au cours d'une de ces expériences, plus d'une centaine de garçons d'une école du Massachusetts ont été servis des flocons d'avoine contenant des éléments faiblement radioactifs. D'autres expériences ont consisté à irradier les testicules de prisonniers pour déterminer quelles doses entraînaient une stérilité, et d'autres expériences ont porté sur des femmes enceintes. En 1993, après avoir pris connaissance d'une série d'expériences particulièrement dérangeantes dont l'injection de plutonium à des sujets non informés, la Secrétaire à l'Énergie en poste, Mme

LIRE LA SUITE PAGE 15
VOIR LA PAGE 19 POUR LES ANNOTATIONS

O'Leary, a remarqué : « Je n'ai pu m'empêcher de penser à l'Allemagne nazie. »³

- ▶ Dans les années 50 et au début des années 60, la plupart des travailleurs de l'usine d'armes nucléaires de Fernald à côté de Cincinnati ont été surexposés à l'uranium sans leur information ou leur consentement. Du fait de la toxicité de l'uranium en tant que métal lourd, de nombreux travailleurs ont probablement aussi eu à souffrir de lésions aux reins. On les a pourtant rassurés en leur disant qu'ils n'encouraient aucun danger.⁴
- ▶ Dans d'autres usines nucléaires militaires, l'AEC et les responsables des établissements savaient que les travailleurs étaient surexposés sur des périodes prolongées, et pourtant rien ne permet de penser qu'ils ont partagé cette information avec les travailleurs. En fait, certains documents montrent qu'ils les ont délibérément trompé sur les niveaux de radioactivité auxquels ils étaient exposés.⁵
- ▶ Au cours des années 1950 et au début des années 1960, pendant l'ère des essais nucléaires atmosphériques, le gouvernement américain informait secrètement les fabricants de films photographiques des caractéristiques des retombées attendues, de façon à ce qu'ils puissent protéger leurs stocks de films. Cette pratique a commencé après la menace de poursuites juridiques annoncée par l'Association nationale des fabricants de matériel photo (National Association of Photographic Manufacturers), pour les dommages occasionnés à leur production de films par les retombées radioactives. Alors qu'il avertissait Eastman Kodak et ses semblables des dates des essais et des directions des vents, le gouvernement américain n'a rien fait pour informer les populations qui étaient placées sous le vent des retombées pour qu'elles puissent prendre des précautions, pas plus qu'il n'a informé les producteurs de lait afin qu'ils puissent protéger une composante vitale du régime alimentaire.
- ▶ De piètres pratiques d'évacuation des déchets radioactifs mises en œuvre pendant toute la période de la Guerre froide — comme le déversement de déchets liquides de haute activité dans des cuves qui aujourd'hui fuient dans le sol près de la rivière Columbia, et l'injection de déchets radioactifs directement dans les ressources hydrologiques uniques du Snake River Plain Aquifer — mettent en danger certaines des ressources en eau les plus importantes aux États-Unis et présentent une menace pour la santé des populations et l'environnement.

Retour aux mauvais souvenirs

Le gouvernement américain est en train de revenir à ses pratiques de triste mémoire de trois manières différentes. La première concerne des projets et activités relatives à des armes nucléaires qui sont une menace pour la sécurité nationale et internationale (voir dans ce même numéro l'article *L'arme nucléaire « utilisable » contre attaque*. La deuxième porte sur le manquement aux promesses et projets de décontamination du

complexe nucléaire pour empêcher que les déchets radioactifs et toxiques issus de la production des armes nucléaires par le passé fassent peser de graves menaces sur les eaux, les sols et les générations futures. La troisième est relative à la création de nouveaux problèmes et risques sanitaires et environnementaux engendrés par une nouvelle production d'armes nucléaires.

Dans une initiative des plus inquiétantes et révélatrices, le DOE a demandé au Congrès l'autorisation de reclasser des déchets appartenant à la catégorie « hautement radioactive » et nécessitant donc une évacuation en formation géologique dans une catégorie de « déchets accessoires » qui pourraient être évacués dans des sites avec enfouissement en surface. S'il est effectivement permis de laisser de grandes quantités de radioactivité sur place dans des décharges à faible profondeur, recouvertes d'une couverture ou coulées dans le béton, le DOE mettrait en danger certaines des ressources en eau les plus précieuses des États-Unis, notamment :

- ▶ La rivière Columbia, dans les États de Washington et de l'Oregon, qui est la plus grande rivière dans l'Ouest
- ▶ L'aquifère de la Snake River Plain, dans l'Idaho, qui représente la seule ressource en eau pour la plus grande partie du sud de l'Idaho, où est concentré 75 % de la pisciculture commerciale de la truite arc-en-ciel du pays.
- ▶ La rivière Savannah en Caroline du Sud et en Géorgie, et peut-être l'aquifère de Tuscaloosa.
- ▶ Le Rio Grande, en aval de Los Alamos.

La Commission de régulation nucléaire américaine (NRC) envisage d'autoriser la mise en circulation massive dans le circuit de l'économie civile de matériaux présentant une contamination radioactive issus du complexe nucléaire militaire, tout en louant des bâtiments contaminés du complexe à des travailleurs non nucléaires. Ces deux politiques ont pour effet de disperser certains des déchets radioactifs au sein de la population et de concentrer des populations à proximité de sources de contamination radioactive.

Finalement, et c'est peut-être le fait le plus révélateur, le gouvernement estime actuellement que les nouveaux programmes d'armement nucléaire devraient entraîner des décès par cancer chez les travailleurs et exposer le public à des risques significatifs. Nous avons analysé deux des installations proposées.

Modern Pit Facility

L'Administration nationale de la sûreté nucléaire (NNSA) du Département de l'Énergie a récemment dévoilé des données indiquant qu'environ 9 travailleurs décéderont de cancers radio-induits au cours des 40 ans de la période de fonctionnement proposée pour le Modern Pit Facility (MPF – Installation moderne pour les noyaux fissiles des armes nucléaires), en se basant sur un fonctionnement

LIRE LA SUITE PAGE 16
VOIR LA PAGE 20 POUR LES ANNOTATIONS

normal et une production à un niveau de 450 noyaux fissiles par an.⁶ La NNSA veut construire l'installation afin de fabriquer plus de charges de plutonium pour l'arsenal nucléaire américain. Les charges nucléaires (pits) constituent les déclencheurs qui amorcent l'explosion dans les ogives thermonucléaires modernes.

Le MPF constituerait une violation des propres directives du Département de l'Énergie. Le fonctionnement normal d'une installation produisant 450 charges nucléaires par an entraînerait une exposition moyenne chez les travailleurs supérieure à la norme administrative interne préconisée par le DOE dans les installations nucléaires. Les prévisions pour l'exposition et les décès augmentent proportionnellement au nombre annuel de charges nucléaires, et en fonction de la prise en compte des accidents. L'étude préliminaire d'impact sur l'environnement relève que si l'installation fonctionne avec deux équipes de travail journalières, tous « les effets négatifs sur la santé des travailleurs du MPF seront approximativement doublés », ce qui fait que le nombre de décès de travailleurs estimé passerait à 18.⁷

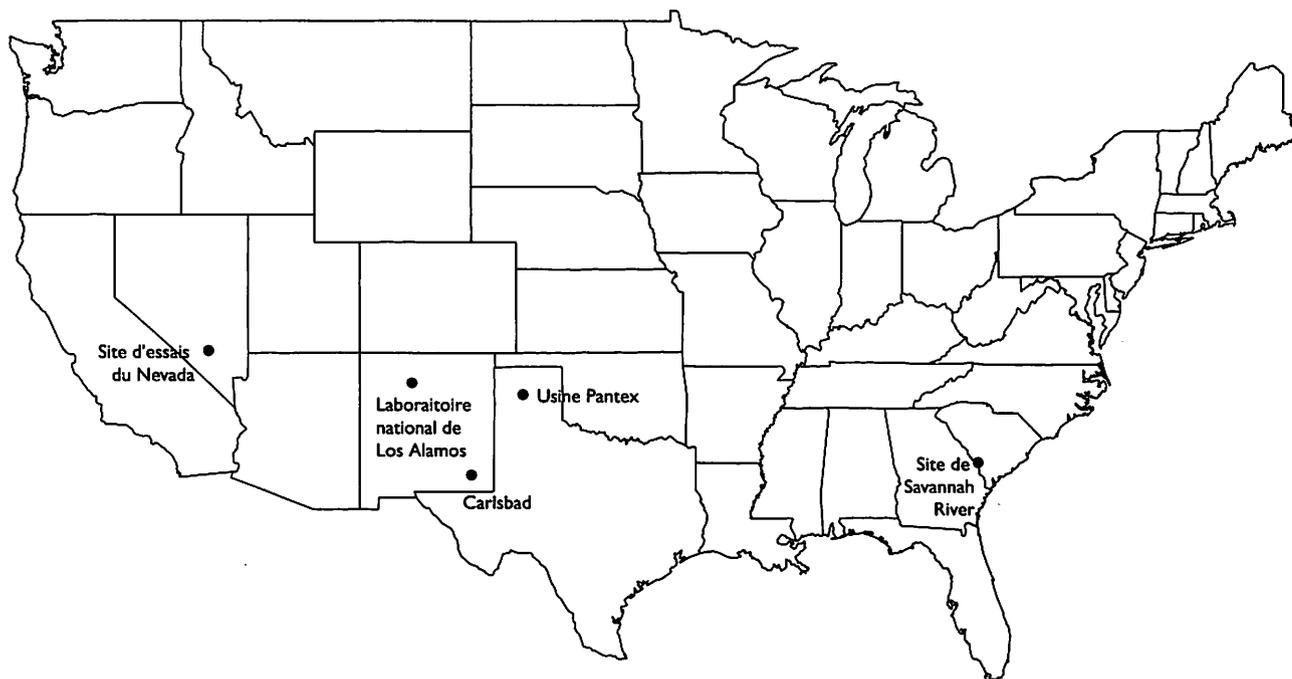
Plus d'un quart des accidents potentiels analysés pour l'installation envisagée constituerait une violation des propres directives du DOE en matière d'exposition du public, dans une proportion atteignant parfois 400 %. Par ailleurs, les accidents analysés par le gouvernement ne représentent qu'une fraction des scénarios possibles, dissimulant la vérité en ce qui concerne le risque global pour le public.

Dans trois des sites potentiels pour le MPF (le Laboratoire national de Los Alamos, Carlsbad et l'usine Pantex),

entre un tiers et la moitié des accidents analysés pour une usine capable de produire 450 charges nucléaires par an entraîneraient une exposition qui dépasserait les directive du DOE pour une personne du public.⁸ L'EIE préliminaire affirme qu'une fois un site spécifique est choisi, l'agence déterminera alors la manière de le mettre en conformité avec la réglementation.

Les feux de forêts sur l'un des sites candidats, le Laboratoire national de Los Alamos (LANL), sont un exemple spécifique des faiblesses de l'analyse des accidents potentiels. Immédiatement après l'incendie du Cerro Grande en 2000, un météorologue du LANL, Jeff Baars, a réalisé une analyse détaillée des données d'archives pour déterminer la probabilité simultanée de vents violents et de risques d'incendie élevés ou très élevés. Son analyse indique en conclusion « qu'un risque d'incendie de grande ampleur atteignant la limite du Laboratoire est non seulement crédible mais probable », et que l'on peut s'attendre à ce qu'un tel incendie se produise environ tous les 10 ans. L'Étude préliminaire d'impact sur l'environnement (EIE préliminaire) reconnaît que des incendies pourraient donner lieu à des accidents sur l'installation proposée, toutefois le DOE a limité son analyse des catastrophes naturelles à un seul cas, un tremblement de terre grave. Bien que les conséquences d'un tel tremblement de terre soient effectivement très graves, la probabilité de son occurrence est très réduite. L'EIE préliminaire estime que l'éventualité d'une telle catastrophe n'est que de une sur

LIRE LA SUITE PAGE 17
VOIR LA PAGE 19 POUR LES ANNOTATIONS



Sites envisagés pour le Modern Pit Facility du Département de l'Énergie : Le Laboratoire national de Los Alamos et Carlsbad, tous deux au Nouveau Mexique ; le site de Savannah River près d'Aiken, en Caroline du Sud, le Site d'essais du Nevada, à une centaine de kilomètres de Las Vegas, et l'usine Pantex à Amarillo, au Texas.

100 000 ans. Ainsi, la probabilité qu'intervienne un incendie qui mette en danger une installation de production de charges nucléaires et les infrastructures d'accompagnement situées à Los Alamos, pourrait être de une à dix mille fois supérieure à celle relative au tremblement de terre pris en compte dans l'EIE préliminaire.

Le DOE maintient qu'il est nécessaire de fabriquer de nouvelles charges de plutonium parce qu'elles pourraient vieillir et que leur explosion ne serait pas suffisamment destructrice. Pourtant, il n'y a aucun fondement scientifique à la décision de construire un MPF dans le but de remplacer les charges nucléaires de l'arsenal actuel. Les données d'archives du DOE montrent qu'il n'y a jamais eu de problèmes de sûreté relatifs au vieillissement des éléments primaires, (ou des charges nucléaires) des armes nucléaires. Les problèmes de fiabilité relatifs au vieillissement des éléments primaires sont restés sans conséquence. L'EIE préliminaire pour le MPF elle-même indique que « à ce jour, seules des modifications mineures entraînées par le vieillissement ont été observées, et il n'existe aucune preuve directe qu'elles affectent la performance, la fiabilité ou la sûreté des charges nucléaires. »⁹ Alors que le DOE/NNSA a une capacité de fabriquer des charges nucléaires certifiées au LANL qui devrait atteindre 20 unités par an d'ici 2007, il n'existe aucune preuve sérieuse que cette capacité annuelle de 20 unités soit nécessaire.

Le fait que l'EIE préliminaire s'appuie sur des « analyses classifiées »¹⁰, alors qu'il s'agit d'un document destiné à susciter des commentaires du public sur les projets du MPF proposés, soulève de nombreuses questions quant aux moyens dont dispose le public pour apprécier par lui-même la nécessité de produire des charges nucléaires. Un argument presque identique avait été utilisé au lendemain de la fermeture de Rocky Flats, à la suite d'une descente du FBI qui avait fermé l'installation pour violation généralisée des lois sur la santé, la sûreté et l'environnement. Selon le *New York Times*, le Secrétaire à l'Energie d'alors, M. Watkins, interrogé sur l'urgence mise en avant par le Département de l'Energie pour la réouverture de la fabrication des charges nucléaires à Rocky Flats, « a utilisé un argument que son département n'avait pas utilisé depuis le milieu des années 80 : la sécurité du pays nécessite une réouverture rapide de l'usine, mais les raisons ne peuvent être exposées publiquement parce qu'elles sont classifiées. » En fait, Rocky Flats n'a jamais redémarré et le pays s'en porte d'autant mieux.

Si le vieillissement des charges de plutonium n'est pas la raison principale pour la construction d'un MPF, quelle est-elle ? Il semble que la principale motivation soit la création d'une capacité de production massive d'armes nucléaires entièrement nouvelles, qui nécessitent des nouveaux modèles de charges nucléaires. La présentation générale de l'EIE préliminaire indique que :

Bien qu'une petite capacité de remplacement soit actuellement en place au Laboratoire national de Los Alamos (LANL), des analyses classifiées indiquent

que les besoins de capacité prévus (nombre de charges nucléaires à produire au cours d'une période donnée), et la flexibilité (capacité de passer rapidement de la production d'un type de charge nucléaire à un autre, capacité de produire simultanément des types de charges multiples, ou la flexibilité de production de charges nucléaires d'un modèle nouveau dans des délais limités) nécessaire à l'accompagnement à long terme du stock nécessiteront une capacité de production de charges nucléaires à long terme.¹¹ (c'est nous qui soulignons)

L'IEER a analysé l'impact négatif du Modern Pit Facility sur les traités de non-prolifération nucléaire et d'interdiction complète des essais nucléaires dans ses commentaires sur l'EIE préliminaire sur le MPF, que l'on peut trouver sur le site de l'IEER (www.ieer.org/comments/mpf.html).

Le Chemical and Metallurgical Research Building Replacement Project (Projet de remplacement d'un bâtiment de recherche chimique et métallurgique)

Le Chemical and Metallurgical Research Building Replacement Project du Laboratoire national de Los Alamos est une autre installation qui ramène à l'époque où l'établissement nucléaire a dans les faits sacrifié la santé humaine au profit d'une vision pervertie de la sécurité nationale.¹²

L'Etude préliminaire d'impact sur l'environnement pour le Chemical and Metallurgical Research Replacement building (CMRR Draft EIS) est peut-être l'EIE la plus insolite qui ait été produite par le DOE. La nouvelle installation a été proposée pour en remplacer une qui est vieille d'un demi-siècle, en dépit de cela les estimations de décès par cancer consécutives à un accident grave ont augmenté de manière spectaculaire. Les conséquences les plus graves estimées pour un accident sur l'actuel CMR sont de deux morts par cancer dans un rayon de 80 kilomètres. L'estimation correspondante pour la nouvelle installation dépasse les 80 morts par cancer.

L'installation de remplacement du CMR est proposée avant tout pour mettre en place des capacités de haut niveau pour la chimie analytique et la caractérisation de matériaux relatifs aux matières nucléaires, aux analogues non radioactifs, et à d'autres aspects des programmes nucléaires militaires qui font partie du Programme de maintenance du stock d'armes (« Stockpile Stewardship ») du DOE.¹³

Comme pour le MPF, aucune justification n'a été donnée pour le besoin de construire le CMRR. L'installation fera également peser des risques importants sur la santé des populations et l'environnement. L'EIE préliminaire pour le CMRR fait apparaître que les rejets dans l'air issus du fonctionnement normal s'accroîtraient considérablement. Les rejets d'actinides, notamment de plutonium, seraient multipliés par plus de 25 et il y aurait des rejets importants de gaz nobles issus de la fission, comme le krypton-85, le xénon-131m, et le xénon-133. La nouvelle installation rejet-

LIRE LA SUITE PAGE 18
VOIR LA PAGE 19 POUR LES ANNOTATIONS

terait également 1000 curies de tritium essentiellement sous sa forme la plus dangereuse de vapeur d'eau radioactive.

Un « rejet massif de l'installation » provoqué par un tremblement de terre, l'un des scénarios d'accident évalués dans l'EIE préliminaire du CMRR, constituerait une violation des propres directives du DOE pour la personne la plus exposée à l'extérieur du site. La dose reçue par cette personne hypothétique serait de 4 à 10 fois supérieure à cette recommandation. Le DOE ne fait pas état de cette éventuelle violation dans l'EIE préliminaire.¹⁴

Comme pour le MPF, l'analyse des accidents dans l'EIE préliminaire du CMRR souffre d'un certain nombre d'insuffisances techniques. L'analyse ne fournit aucune base scientifique solide suffisant à étayer la conclusion de l'EIE préliminaire indiquant un faible risque global, vu la conclusion sur les conséquences accidentelles graves pour plusieurs des événements supposés. Elle semble donc aussi donner une représentation incorrecte des risques découlant des différents événements postulés.

L'Annexe C de l'EIE préliminaire du CMRR présente cinq accidents différents pour lesquels les prévisions font état de décès par cancer dans la population à l'extérieur du site dans un rayon de 80 km. autour de l'installation. Par exemple, dans le cas d'un incendie qui « englobe la totalité du contenu de plutonium » présent dans la casemate principale, qui s'élève à 5,7 millions de grammes, la quantité totale estimée de plutonium inhalable rejeté ne représenterait qu'environ un quatre-millième de cela. La probabilité d'un tel événement est estimée à un sur un million. Et le tour est joué, le risque pour le public devient minuscule – un risque d'environ 7 sur un million de cancer mortel par an pour la totalité de la population dans un rayon de 80 km.

Toutefois, étant donnée la réalité des incendies de grande ampleur dans la région, cette estimation ne paraît pas crédible. Ce type de résultat peut être crédible au Cheerapunji, l'endroit le plus humide de notre planète, ou en un lieu similaire, mais pas dans la zone semi-aride du Nouveau-Mexique. Il est étonnant que l'EIE préliminaire du CMRR ne fasse aucune allusion à l'immense incendie du Cerro Grande en mai-juin 2000, qui a presque envahi le LANL et a détruit plus de 200 habitations dans la commune de Los Alamos. Le panache de fumée de l'incendie était visible depuis l'espace et a traversé quatre États pour atteindre l'ouest du Kansas.¹⁵ Le Nouveau Mexique a souffert d'une sécheresse prolongée et risque de subir des incendies de forêts de grande ampleur. L'hypothèse d'un risque d'incendie dans la casemate principale sans une analyse des incendies qui sont survenus par le passé et de la probabilité qu'ils atteignent la casemate principale de l'installation proposée, n'a aucune valeur scientifique et invalide complètement les prévisions de risques de l'EIE préliminaire.

La possibilité d'une contamination grave en plutonium du Rio Grande à proximité de Los Alamos et d'une zone

considérable en aval à la suite d'un des accidents les plus graves n'est pas non plus abordée dans l'EIE préliminaire du CMRR. Ceci constituerait l'une des conséquences les plus préjudiciables d'un incendie de la casemate principale ou d'un rejet majeur à partir du site, par exemple.

Au cœur du problème est le fait que le stock du plutonium 239 et des autres radionucléides que le DOE/NNSA a proposé d'entreposer dans l'installation de remplacement du CMR représente environ 30 fois le stock présentant actuellement un risque dans le bâtiment du CMR. La quantité présentant actuellement un risque est de 200 kilogrammes. A la suite de l'incendie du Cerro Grande, on peut affirmer que des stocks importants de plutonium n'ont rien à faire dans la zone de Los Alamos, parce que la totalité de l'installation ainsi que les villes de Los Alamos et de White Rock, de même que le pueblo tout proche de San Ildefonso pourraient être gravement touchés. D'autres pueblos et villes situés plus loin, comme Española et Santa Fe pourraient être sérieusement mis en danger. L'EIE préliminaire du CMRR ne fait même aucune mention qu'il faudrait abandonner le LANL, maintenant au cœur de l'establishment nucléaire militaire, ainsi que la ville du même nom, dans l'éventualité de trois ou quatre des événements décrits. Les conséquences que pourraient avoir un seul de ces événements sur l'économie et la société du Nouveau-Mexique ne sont, bien sûr, absolument pas abordées.

L'absence d'une analyse claire de l'impact d'un accident grave sur les Amérindiens est tout aussi problématique. Tout accident grave posé en hypothèse pourrait produire une forte contamination en plutonium avec la possibilité qu'un ou plusieurs pueblos deviennent trop pollués pour y vivre ou y cultiver les terres. Etant donné que l'identité amérindienne est étroitement liée à des territoires précis, l'affirmation du DOE/NNSA selon laquelle le fonctionnement de la nouvelle installation CMR « ne ferait peser aucun risque démesurément élevé ou néfaste pour l'environnement des populations à faibles revenus ou minoritaires qui vivent dans les zones potentiellement touchées »¹⁶ sans faire l'analyse de la quantité de plutonium qui serait dispersée sur les territoires des pueblos est pour le moins cavalière.

« Recyclage » des matières radioactives

Le DOE n'est pas la seule institution nucléaire à revenir tête baissée vers un passé de pollueur. La Commission de la réglementation nucléaire américaine (NRC) propose actuellement d'autoriser la mise sur le marché de matériaux présentant une contamination radioactive¹⁷.

Une proposition officielle visant à mettre en circulation dans l'économie marchande des matériaux présentant une contamination radioactive, de manière restreinte ou illimitée, a été ressuscitée à plusieurs reprises depuis le milieu des années 1980. C'est toujours une mauvaise idée. Il

LIRE LA SUITE PAGE 19
VOIR LA PAGE 19 POUR LES ANNOTATIONS

s'agit toujours de la vieille proposition consistant à mettre en circulation des matériaux radioactifs parce qu'ils sont considérés comme au-dessous du seuil d'application de la réglementation (« below regulatory concern »).

L'IEER s'oppose depuis longtemps à toute mise en circulation dans l'économie marchande de matériaux contaminés par la radioactivité, sous quelque forme que ce soit, restreinte ou non. Il a été établi que les modèles de calcul pour l'estimation des doses pour le public à partir de tels matériaux sont inadaptés, biaisés et incomplets. Il ne peut y avoir aucune modélisation réaliste du comportement de matériaux quand ceux-ci n'ont pas fait l'objet de prélèvements volumiques et dont la contamination est sujette à de grandes incertitudes. L'alternative du contrôle de la contamination de surface avant la libération des matériaux est très inadaptée et ne peut fournir un fondement scientifique pour une estimation des doses individuelles ou de la dose totale pour une population.

En outre, une fois les contraintes réglementaires levées, le processus permettra la fraude et les abus. Etant donné les dépenses considérables maintenant engagées pour le stockage des déchets radioactifs de faible activité dans des installations classées, la tentation de mélanger de tels déchets avec des matières « hors réglementations » serait considérable. Les autorités responsables de la réglementation auraient un contrôle très limité sur de telles dilutions ou tricheries, dans la mesure où elles auraient déjà permis la déréglementation d'importants flux de matières et les auraient exemptées d'une supervision significative. Des tricheries et des fraudes de ce type pourraient entraîner des problèmes économiques à grande échelle.

Il est très étonnant que des propositions pour ce type de déréglementation (BRC) continuent à être présentées sans réponses techniques sérieuses aux objections, soulevées depuis longtemps, évoquées plus haut. Reporter les responsabilités qui incombent aux institutions nucléaires sur le public encourage un comportement de relâchement et de pollution au détriment de la santé publique et de l'environnement. Cette proposition devrait être enterrée pour de bon.

Une question à titre de conclusion

Les installations et les projets pour de nouvelles armes nucléaires sont mis en place à grands frais en termes de réduction de la sécurité, d'augmentation des risques de prolifération et de dommages sanitaires et écologiques accrus. Un principe fondamental de la radioprotection stipule que l'imposition d'un risque sanitaire doit être accompagné de certains bénéfices pour les parties soumises à cette exposition. Dans le cas présent, il semble qu'il n'y ait que des coûts pour la plus grande majorité. Doit-on en conclure que les « bénéfices » de ces programmes concernent essentiellement la technocratie nucléaire militaire qui essaie de se perpétuer, aux dépens du public et des générations futures, comme cela s'est passé dans un passé de triste mémoire ? 

- 1 Propos rapportés dans *The Washington Post*, 17 juin 1989.
- 2 Voir les rapports de l'IEER : Arjun Makhijani et Michele Boyd, *Poison in the Vadose Zone: An examination of the threats to the Snake River Plain aquifer from the Idaho National Engineering and Environmental Laboratory*, 2001; et Marc Fioravanti et Arjun Makhijani, *Containing the Cold War Mess: Restructuring the Environmental Management of the U.S. Nuclear Weapons Complex*, 1997. Voir également Arjun Makhijani, Howard Hu, et Katherine Yih, eds., *Nuclear Wastelands: A Global Guide to Nuclear Weapons Production and Its Health and Environmental Effects* (MIT Press, 2000).
- 3 Arjun Makhijani and Ellen Kennedy, "Human Radiation Experiments in the United States," *Science for Democratic Action*, vol. 3 no. 1, hiver 1994, en ligne sur www.ieer.org/sdfiles/vol_3/3-1/humanex.html.)
- 4 Arjun Makhijani, "Fernald Workers' Radiation Exposure," *Science for Democratic Action*, vol. 5 no. 3, octobre 1996, en ligne sur www.ieer.org/sdfiles/vol_5/5-3/fernwork.html.
- 5 Arjun Makhijani, Bernd Franke, et Hisham Zerriffi, *Preliminary Partial Dose Estimates from the Processing of Nuclear Materials at Three Plants during the 1940s and 1950s*, une étude de l'IEER à la demande du journal USA TODAY, 2000. En ligne sur www.usatoday.com/news/poison/uranium.htm.
- 6 Voir les commentaires de l'IEER's *Comments on the U.S. Department of Energy Draft Supplemental Programmatic Environmental Impact Statement on Stockpile Stewardship and Management for a Modern Pit Facility*, 16 juillet 2003, par Brice Smith and Arjun Makhijani, en ligne sur www.ieer.org/comments/mpf.html.
- 7 U.S. DOE National Nuclear Security Administration, *Draft Supplemental Programmatic Environmental Impact Statement on Stockpile Stewardship and Management for a Modern Pit Facility*, mai 2003, DOE/EIS-236-S2 (désigné ici sous le nom d'EIE préliminaire pour le MPF), Tableau 3.5.1-1, p. 5-49. Le risque pour l'ensemble de la population de travailleurs est donné à 0,22 par an pour l'option à 450 charges par an (p. 3-39). L'EIE préliminaire du MPF est en ligne sur www.mpfis.com/DEISTOC.htm.
- 8 Les scénarios d'accident comportent un «Beyond Evaluation Basis Earthquake with Fire,» (Séisme hors dimensionnement accompagné d'un incendie) «Fire in a Single Building,» (Incendie dans un bâtiment unique) and «Explosion in a Feed Casting Furnace» (Explosion dans un four de coulée d'alimentation (MPF Draft EIS, 2003, p. C-7).
- 9 MPF Draft EIS, 2003, p. G-58.
- 10 MPF Draft EIS, 2003, p. 1-1.
- 11 Ibid.
- 12 Cette section est empruntée aux commentaires de l'IEER *Comments on the Draft Environmental Impact Statement (EIS) For the Proposed Chemical and Metallurgical Research (CMR) Building Replacement Project at the Los Alamos National Laboratory* (LANL), par Arjun Makhijani, 30 juin 2003, en ligne sur www.ieer.org/comments/cmr.html.
- 13 Voir Hisham Zerriffi et Arjun Makhijani, *The Nuclear Safety Smokescreen: Warhead Safety and Reliability and the Science Based Stockpile Stewardship Program*, IEER, 1996. Extraits en ligne sur www.ieer.org/reports/sbss-sum.html.
- 14 CMRR Draft EIS, 2003, p. C-13 to C-15.
- 15 M. Diana Webb and Kelly Carpenter, "Los Alamos After the Cerro Grande Fire," American Planning Association 2001 National Planning Conference, March 14, 2001.
- 16 CMRR Draft EIS, 2003, p. 4-27.
- 17 U.S. Nuclear Regulatory Commission, *Rulemaking on Controlling the Disposition of Solid Materials*, 68 FR 40: 9595-9602, February 28, 2003. En ligne sur <http://a257.gakamaitech.net/7/257/2422/14mar20010800/edocket.access.gpo.gov/2003/03-4752.htm>.

L'ARME NUCLÉAIRE SUITE DE LA PAGE 13

- 11 Bureau du Président des Etats-Unis, «National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction,» décembre 2002.
- 12 Boese, 2003, op. cit.
- 13 Robert Nelson, "Low-Yield Earth Penetrating Nuclear Weapons," *Science and Global Security* 10 (2002).
- 14 Walter Pincus, "U.S. Studies Developing New Nuclear Bomb," *Washington Post*, le 15 avril 2001.
- 15 Christopher Paine, Thomas Cochran, Matthew McKinzie, et Robert Norris, "Countering Proliferation or Compounding It?," Natural Resources Defense Council, mai 2003.
- 16 Le terme « Global South » se réfère au groupe de pays qui rassemble la majorité de la population mondiale et auquel on se réfère souvent sous le nom de « Tiers Monde. » Le concept d'un « Global North » et d'un « Global South » a d'abord été mis en avant en 1980 dans un rapport par la Commission indépendante sur les enjeux du développement international appelé « North-South » : (« Nord-Sud ») : A Programme for Survival » (Un programme pour la survie), qui demandait une réévaluation du concept de développement ainsi que des relations économiques plus équitables entre les pays.
- 17 Nelson, 2002, op. cit.
- 18 Paine et al., 2003, op. cit.
- 19 Stephen Younger, "Nuclear Weapons in the Twenty-First Century," Los Alamos National Laboratory LAUR-00-2850, le 27 juin 2000; et National Research Council, Commission on Physical Sciences, Mathematics, and Applications, Naval Studies Board, Committee on Technology for Future Nuclear Forces, Panel on Weapons, "Technology for the United States Navy and Marine Corp, 2000-2035: Becoming a 21st Century Force," National Academy Press, Washington, D.C. (1997).
- 20 Paine et al., 2003, op. cit.
- 21 D. Kimball, "CTBT Rogue State?," *Arms Control Today*, décembre 2001.
- 22 U.S. Department of Defense, 2001, op. cit.
- 23 Patric Garrity et. al., "The Future of Nuclear Weapons: Debating The Future," *Los Alamos Science* 17 (1989).
- 24 Ibid.
- 25 Joint Chiefs of Staff (Chefs d'états majors), "1990 Joint Military Net Assessment," mars 1990.
- 26 Strategic Advisory Group of the Joint Strategic Target Planning Group, US Strategic Air Command, "The role of nuclear weapons in the new world order," *Navy News and Undersea Technology*, 13 janvier 1992.
- 27 William Arkin, "Agnosticism When Real Values Are Needed: Nuclear Policy in the Clinton Administration," Federation of American Scientists Public Interest Report, septembre/octobre 1994.
- 28 Hans Kristensen, "Nuclear Futures: Proliferation of Weapons of Mass Destruction and US Nuclear Strategy," British American Security Information Council, mars 1998.
- 29 T.W. Dowler and J.S. Howard III, "Countering the threat of the well armed tyrant: A modest proposal for small nuclear weapons," *Strategic Review*, automne 1991.
- 30 William Arkin, "Nuclear Junkies: Those Loveable Little Bombs," *Bulletin of the Atomic Scientist*, juillet-août 1993.
- 31 Kristensen, 1998, op. cit.
- 32 US STRATCOM, "The SILVER BOOK Concept: Providing Military Options to Counter Proliferation," juillet 1993. Partiellement déclassé et rendu public dans le cadre d'une demande de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act Request), 1995.
- 33 U.S. Strategic Command, "Essentials of Post-Cold War Deterrence," partiellement déclassé et rendu public dans le cadre d'une demande de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act Request), 1995.
- 34 Joint Chiefs of Staff, "Doctrine for Joint Theater Nuclear Operations" (Joint Pub 3-12.1), 9 février 1996.
- 35 R. Jeffrey Smith, "Clinton Directive Changes Strategy on Nuclear Arms," *Washington Post*, 7 décembre 1997.
- 36 Le Bureau de l'assistant au Secrétaire de la Défense à l'énergie atomique (Office of the Assistant to the Secretary of Defense for Atomic Energy) a été officiellement renommé « Office of the Assistant to the Secretary of Defense for Nuclear and Chemical and Biological Defense Programs » (Bureau de l'assistant au Secrétaire à Défense pour les programmes de défense nucléaire, chimique et biologique) en février 1996.
- 37 Greg Mello, "The Birth of a New Bomb," *Washington Post*, le 1er juin 1997.
- 38 Brian Hall, "Overkill is Not Dead," *New York Times*, le 15 mars 1998.
- 39 Kristensen, 1998, op. cit. Le Nuclear Weapons Council est un organisme gouvernemental de haut niveau constitué de responsables des Départements de l'Energie et de la Défense, qui est chargé de prendre des décisions de politique concernant les armes nucléaires, et doit rendre compte chaque année de ses activités à la fois à la Chambre et au Sénat. En plus du personnel d'assistance dirigé par l'Assistant au Secrétaire à la Défense pour les programmes de défense nucléaire, chimique et biologique, le conseil est constitué du Sous-secrétaire à la défense pour l'acquisition, la technologie et la logistique, le vice-président des chefs d'états-majors et le sous-secrétaire à la sécurité nucléaire du Département de l'Energie.
- 40 La Revue de la posture nucléaire de 1993-1994 a été la première à porter ce nom. Avant, des changements progressifs dans la politiques des armes nucléaire se sont produits sous la réévaluation annuelle du SIOP (Strategic Integrated Operating Plan, Plan opérationnel stratégique intégré.
- 41 Mark Bromley, David Grahame, et Christine Kucia, "Bunker Busters: Washington's Drive for New Nuclear Weapons," British American Security Information Council, juillet 2002.
- 42 Nelson, 2002, op. cit.
- 43 Kristensen, 1998, op. cit.; and, Greg Mello, "New Bomb, No Mission," *Bulletin of the Atomic Scientist*, mai-juin 1997.
- 44 Colin Gray and Keith Payne, "Victory is Possible," *Foreign Policy*, Été 1980.
- 45 William D. Hartung and Jonathan Reingold, "About Face: The Role of the Arms Lobby In the Bush Administration's Radical Reversal of Two Decades of U.S. Nuclear Policy," World Policy Institute Special Report (mai 2002).
- 46 Ibid.
- 47 William Arkin, "A New Nuclear Age ," *Los Angeles Times*, 6 juillet 2003.

The Institute for Energy and Environmental Research

6935 Laurel Avenue, Takoma Park, MD 20912, USA

Phone: (301) 270-5500

FAX: (301) 270-3029

Adresse Internet: ieer@ieer.org

Page Web: <http://www.ieer.org>



La majorité des copies de Energie et Sécurité est distribuée en France par Jean-Pierre Morichaud du Forum Plutonium, Hameau des Oliviers, 26110 Venterol
Adresse internet: j.p.morichaud-fpu@wanadoo.fr